

la somme et le reste

Études lefebvriennes - Réseau mondial

Henri Lefebvre en notre temps ?

Il s'agit, à mon avis, aujourd'hui moins de gloser sur Henri Lefebvre que d'utiliser plus les concepts par lui trouvés. Ou, autrement dit : « il s'agit moins d'interpréter le philosophe, et plus de transformer le monde ». Le monde capitaliste décrit par Marx n'était déjà plus celui décrit par Lefebvre, celui décrit par ce dernier n'est déjà plus tout à fait le nôtre. Ce qui invite à des recherches et à des inventions.

Pour moi, l'apport essentiel d'Henri à Karl est :

1 – La critique de la vie quotidienne, qui est avant tout, l'analyse de l'irruption de forces productives importantes autres que celles, traditionnelles, liées au travail et à la production. Ce que l'on nomme les classes moyennes salariés, et qui conduit à des formes inédites de lutte de classe où la classe ouvrière n'est plus l'unique « moteur ». Ce qui n'annihile pas disait Lefebvre les luttes de classes traditionnelles, mais au contraire les implique.

2 – La production de l'espace (et du temps), leur maîtrise par les travailleurs et les classes moyennes salariées sont l'un des enjeux majeurs de ces formes modernes des luttes des classes que n'avait pas prévu Marx, avec celles traditionnelles pour un meilleur partage des revenus et des conditions de vie.

Armand Ajzenberg

Sommaire

- Adriano Botelho : <i>Révolution urbaine et droit à la ville...</i>	2
- Henri Lefebvre à l'Université Pontificale Catholique de Sao Paulo	13
- <i>VERS UNE ÉCONOMIE HUMAINE ?</i>	
Laurent Loty : Pourquoi cet étrange néologisme « interhumanisme » ?	15
- Armand Ajzenberg : <i>La production du temps (éléments)</i>	15
- Sylvain Sangla : Notes sur la critique lefebvrienne de la vie quotidienne	18
- Alain Bihl et Roland Pfefferkorn : « Dictionnaire des inégalités »	20

la somme et le reste

Revue éditée avec le soutien d'Espaces Marx

Diffusée par courrier électronique

Tous les numéros sont consultables et téléchargeables sur :

"<http://www.lasommeetlereste.com/>"

E mail : Ajzenberg@aol.com

Animateur de la revue : Armand Ajzenberg

Rédacteurs(trices) – correspondants(antes) :

Ajzenberg Armand (F), Andrade Margarita Maria de (Brésil), Anselin Alain (Martinique), Beurain Nicole (F), Benyounes Bellagnes (F), Bihl Alain (F), Carlos Ana Fani Alessandri (Brésil), Damiani Amélia Luisa (Brésil), Delory-Momberger Christine (F), Devisme Laurent (F), Gromark Sten (Suède), Guigou Jacques (F), Hess Rémi (F), Joly Robert (†) (F), Kofman Éléonore (Royaume Uni), Labica Georges (†) (F), Lantz Pierre (F), Lenaerts Johny (Belgique), Lethierry Hughes, Lufti Eulina Pacheco (Brésil), Magniadas Jean (F), Martins José de Souza (Brésil), Matamoros Fernando (Mex.), Montferran Jean-Paul (†) (F), Müller-Schöll Ulrich (Allemagne), Nasser Ana Cristina (Brésil), Öhlund Jacques (Suède), Oseki J.H. (†) (Brésil), Péaud Jean (F), Querrien Anne (F), Rafatdjou Makan (F), Sangla Sylvain (F), Seabra Odette Carvalho de Lima (Brésil), Spire Arnaud (F), Sposito Marília Pontes (Brésil), Tosel André (F).



Adriano Botelho¹

**Révolution urbaine et « droit à la ville »
selon Henri Lefebvre : l'actualité de la lutte
pour l'Utopie**

Au cours des dernières années, la ville a resurgi tant comme un espace de lutte et de conflit (à ne pas confondre avec la violence urbaine généralisée), que comme un lieu de réunion et de renforcement des demandes. Les manifestations au Brésil et en Turquie, les protestations étudiantes à Santiago, la mobilisation sur la place Tahir au Caire, les marches multitudinaires à Hong Kong exigeant « une personne, un vote » les occupations de Wall Street et les indignés européens, ont en commun, malgré l'apparente diversité de leurs demandes et des contextes sociaux, économiques et politiques, l'appropriation de l'espace public pour rendre visible la protestation et le mécontentement face à l'Etat et face au pouvoir en place.

La visibilité et la possibilité de réaliser des manifestations, des protestations, des troubles et des soulèvements quasi spontanés et immédiats, sont la conséquence de la croissante agglomération de la population mondiale dans des villes, conformant ce que Lefebvre a appelé, dans les années 70, la « révolution urbaine ».

Le présent article a pour thème les relations entre le mode capitaliste contemporain de production et l'urbanisation de la société. A partir des notions de « révolution urbaine » et de « droit à la ville », telles qu'Henri Lefebvre les a développées, son objectif est de contribuer au débat sur la possibilité d'émancipation, dans un contexte de crise et de restructuration du mode de production capitaliste

¹ *Adriano Botelho* – Doutor em Geografia Humana pelo Programa de Pós-Graduação em Geografia Humana da Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas da Universidade de São Paulo – FFLCH-USP

de ces dernières années, restructuration qui entretient des liens étroits avec la société, la politique, l'espace, la culture et la vie quotidienne.

Conformément à l'interprétation proposée ici, le concept de « révolution urbaine »² est relié à un processus de transformation des forces productives et des relations de production, - de la même façon que le furent les révolutions agricole, commerciale et industrielle -, profondément interconnecté aux transformations sociales, spatiales, politiques et culturelles du capitalisme contemporain. En ce sens, il ne s'agit pas seulement « d'un moment » de l'action politique, comme la Révolution Française ou la Révolution d'octobre 1917, mais bien de la transformation de la ville et de l'urbain en éléments essentiels, non seulement pour l'accumulation et la reproduction au XXe siècle et au début du XXIe, mais aussi pour la possibilité de transformation de la société capitaliste en « quelque chose de différent ». La crise du capital – autrement dit les difficultés croissantes pour la reproduction des relations de production dans le capitalisme contemporain - maintient des interconnexions toujours plus entrelacées au processus de production de l'espace urbain et à l'urbanisation de la société, ouvrant ainsi des perspectives de transformations basées sur les demandes et les actions de la population qui se mobilise dans différents endroits de la planète.

De cette façon, dans le contexte où la production de l'espace, et en particulier la production de l'espace urbain, acquiert une importance stratégique pour l'accumulation du capital, le processus d'urbanisation de la société risque de continuer à être orienté par les exigences « de l'application de la loi capitaliste de la valeur sur le marché mondial » (HARVEY, 2012, p. 123). Tout comme l'on a cherché, à un certain moment de l'histoire, à orienter les processus d'industrialisation en vue de la conformation d'une société différente de celle produite par le libre jeu du marché et par la détermination exclusive des lois de la concurrence et de la valeur, la notion de révolution urbaine demande

² Selon Lefebvre, « on désignera, par la suite, en se servant des mots « révolution urbaine », l'ensemble des transformations que traverse la société contemporaine pour passer de la période où prédominent les questions de croissance et d'industrialisation (modèle, planification, programmation) à la période où la problématique urbaine l'emportera décisivement, où la recherche des solutions et des modalités propres à la *société urbaine* passera au premier plan. » (Lefebvre, Henri. *La Révolution Urbaine*. Paris, Gallimard, 1970, p. 13)



une réflexion qui cherche à orienter le processus d'urbanisation vers la conformation d'une société sur la voie de l'émancipation.

C'est pourquoi le droit à la ville est une opportunité qui émerge comme la révolution urbaine. Le droit à la ville réapparaît à travers l'urbanisation de la planète comme une force politique de ses habitants les moins privilégiés. Une force qui ouvre la possibilité de rétablir la prédominance de la « valeur d'usage sur la valeur d'échange » et du « travail sur le produit » dans l'urbain (LEFEBVRE, 1968). Jusqu'à présent, il faut reconnaître qu'il n'y a pas eu beaucoup de progrès dans cette direction. Cependant, la révolution urbaine est un processus complexe et la société urbaine est encore en gestation, sans qu'elle n'ait encore développé tout son potentiel. Il s'agit pour autant d'un « objet virtuel » (LEFEBVRE, 1999) dont les possibilités de réalisation sont multiples. De là l'importance de le dégager de la domination exclusive des lois du marché, qui, tout au long du processus d'industrialisation, se sont déjà montrées insoutenables en termes social et environnemental.

Selon Lefebvre, le « droit à la ville se manifeste comme forme supérieure des droits : droit à la liberté, à l'individualisation dans la socialisation, à l'habitat et à l'habiter. Le droit à l'œuvre (à l'activité participante) et le droit à l'appropriation (bien distinct du droit à la propriété) s'impliquant dans le droit à la ville. » (LEFEBVRE, 1968, p. 125).

En ce sens, le récent mouvement de mobilisation volontaire et spontanée des masses peut être inclus au sein de la lutte pour le droit à la ville. D'où l'importance de ce concept qui gagne en visibilité à travers les demandes des groupes sociaux et des fractions de classes qui revendiquent la mobilité urbaine, une meilleure éducation et une meilleure santé, la liberté d'expression, la liberté culturelle, etc. Cependant, seule une « réforme urbaine » intégrale, audacieuse et créative - c'est-à-dire qui ne soit pas dominée par la technobureaucratie étatique ou privée -, pourra contribuer à une réforme effective de la société qui prenne en compte les besoins et les souhaits de ses habitants.

L'urbanisation de la société a pour fondement la production d'un espace particulier (l'urbain), qui est de plus en plus stratégique pour l'accumulation du capital. Ainsi, les transformations du mode de production capitaliste entretiennent d'importantes

relations avec l'urbain, dont la production actuelle est entièrement subordonnée aux lois de la valeur. Partir d'une analyse de la crise du capital, et discuter ensuite le rôle fondamental de la production de l'espace pour la reproduction du capitalisme sont des étapes nécessaires, à notre sens, pour comprendre l'importance de l'urbain dans les événements politiques récents.

Les crises du capitalisme: excès de capital et excès de force de travail

Comme l'a écrit Giovanni Arrighi (1996) au début des années 90, quelque chose de fondamental semble s'être modifié dans le mode de fonctionnement du capitalisme, dans le dernier quart du XXe siècle. À la crise des années 1970 a suivi la « restructuration et la réorganisation » des années 1980. Malgré des moments de croissance et de certaine euphorie, en partie dans les années 1990 et au début du XXIe siècle, il n'y a déjà plus de certitude quant au dépassement de la crise du capitalisme, et on commence à voir se diffuser la vision selon laquelle l'histoire du capitalisme se trouve à un moment décisif.

Une caractéristique fondamentale du mode de production capitaliste contemporain est sa croissante complexification et financiarisation, dans un contexte où il est de plus en plus difficile de maintenir un taux élevé de croissance mondiale, lequel est nécessaire pour l'accumulation et la reproduction élargie. Le maintien du taux de croissance moyen de 3% du capital au niveau mondial, nécessaire pour garantir l'obtention d'un profit raisonnable et l'accumulation du capital à des niveaux « satisfaisants » (HARVEY, 2011), requiert une nouvelle base de création du profit et de l'absorption de l'excédent de capital³, laquelle im-

³ Conformément aux données sur l'économie mondiale élaborées par des organismes comme le Fond Monétaire International (FMI) ou la Banque Mondiale, la prévision de croissance économique pour les prochaines années des pays « riches » se situera en dessous des 3% mentionnés par Harvey, prolongeant une situation entraînée par la crise économique et financière de 2008. Les pays appelés « émergents » ont présenté des taux de croissance plus élevés, entre 4,5% et 5%, qui ne seront pas suffisants pour élever le taux mondial de croissance du capitalisme au-dessus de 3%. Des études récentes suggèrent que l'économie chinoise, l'un des « moteurs » de croissance des pays « émergents », devra dans l'avenir ralentir sa croissance autour d'une moyenne comprise entre 6% et 7% par an, quelques points de pourcentage en-dessous de la moyenne de croissance enregistrée ces dernières années.



pliquerait de plus grands sacrifices de la part des travailleurs, au bénéfice des détenteurs des ressources de capital et de la propriété.

La complexification du capital - en termes de dispersion géographique, logistique, d'administration et de commercialisation - rend le système toujours plus instable et sujet aux crises qui semblaient sporadiques et deviennent de plus en plus pérennes. Depuis 2008, par exemple, l'économie mondiale présente des taux de croissance peu élevés, des périodes de récession, tout comme des niveaux élevés de chômage et de travail précaire dans des pays économiquement « développés ». Une fois de plus dans l'histoire, l'excédent de capital et de force de travail cohabitent sans qu'ils ne puissent être combinés pour générer de la richesse.

En même temps que se dissipe l'illusion que la nature peut être contrôlée et transformée en simple moyen de production - en considérant la barrière établie par la dégradation de l'environnement pour la reproduction non seulement du capital mais aussi de la propre humanité - le capitalisme, paradoxalement créé par l'homme, s'autonomise et se présente aussi comme incontrôlable, - une sorte de « nouvelle seconde nature » à l'image de la nature première qui se présente elle-même comme « incontrôlable » -, obéissant à des « lois propres », qui échappent à la compréhension des êtres humains. Les crises financières sont traitées par la classe politique dirigeante, par les moyens de communication hégémoniques et par la plupart des spécialistes économiques, comme des « catastrophes naturelles » dont la cause est toujours diagnostiquée « a posteriori », c'est-à-dire suite aux dégâts immenses et toujours plus importants que l'économie réelle provoque sur l'emploi et sur la part de la richesse détenue par la classe des travailleurs. Nonobstant, l'idéologie dominante se refuse à accepter la moindre régulation externe, insistant sur la croyance aveugle (et intéressée) de l'autorégulation des marchés.

Avec la crise des pays capitalistes des années 70, un nouvel ensemble de stratégies interconnectées de reproduction du capital a commencé à prendre forme. Des problèmes de rigidité sur les marchés, dans les investissements, dans les méthodes de production et dans les relations entre capital et travail ont mis en difficulté l'accumulation du capital, marquée par deux décennies de croissance vigoureuse après la deuxième Guerre Mondiale.

Des mesures de flexibilisation des activités au sein des usines, de libéralisation des marchés financiers, de dérégulation de l'économie (avec en particulier le démantèlement des réglementations du marché du travail), se sont unis au service des compromis historiquement assumés entre les États, le capital corporatif et les syndicats dans les pays économiquement « développés ».

La concurrence capitaliste d'une part, et le conflit historique entre le travail et le capital d'autre part, ont stimulé l'adoption d'innovations technologiques (automatisation) et de gestion par les entreprises afin de réduire les postes de travail et la dépendance du capital vis-à-vis de la force de travail. Une série de nouvelles technologies intensives en capital et qui demandaient peu de main d'œuvre (ou qui la substituait), a été adoptée. Désormais, on observe une migration géographique et sectorielle de l'emploi (principalement pour les secteurs des services, avec un salaire moyen plus bas) accompagnée par la précarisation du marché du travail et par la transformation d'une immense masse d'individus en « excédent », désormais inutiles pour l'accumulation du capital. En ce sens, on voit se réaffirmer le phénomène récurrent (et maintenant amplifié) par lequel le « capital additionnel formé lors de l'accumulation attire de moins en moins de travailleurs en relation à sa grandeur » (MARX, 1989, Livre 1, Vol. II, p. 732)⁴.

À côté de la création d'un excédent de main d'œuvre, dont le rôle de consommateur n'est pas encore écarté pour l'accumulation capitaliste, intervient un processus d'élévation de la composition organique du capital au cours du temps, c'est-à-dire qu'il y a une « diminution du facteur subjectif du processus de travail par rapport à ses facteurs objectifs » (Idem, Vol. I, p. 723). Il y a, en ce sens, une tendance à l'augmentation croissante du capital constant (moyens de production, tels que les objets

⁴ Les citations de Marx (et des autres auteurs) ont été traduites au français à partir de la langue utilisée dans l'édition indiquée dans la bibliographie.

⁴ Les recettes pour affronter la crise contemporaine dans les pays de la zone Euro, par exemple basées sur l'austérité fiscale (ce qui correspond à des coupes dans les dépenses sociales) et la coupe généralisée dans le crédit, accentuent le problème dont la cause est liée à l'incapacité du système à rémunérer dignement le travail et à garantir en même temps la compétitivité du capital. La destruction de la richesse est pratiquée dans des pays comme la Grèce, Chypre, l'Espagne et le Portugal, mais il y a peu de débats sur les façons de la redistribuer.



de production) par rapport au capital variable (la force de travail), dont la conséquence immédiate serait la chute « du taux général de profit, du moment que le taux de plus-value ou le niveau d'exploitation du travail par le capital restent inchangés » (MARX, 1989, Livre 3, Vol. IV, p. 242).

Pour sauver sa rentabilité, le capital cherche alors à élargir le niveau d'exploitation du travail à travers la précarisation des conditions de travail et la réduction des salaires, ce qui se passe aussi bien à l'intérieur des pays déjà consolidés du capitalisme avancé, que dans les pays d'expansion géographique de la production industrielle, comme dans le cas de la Chine et des zones du Sud-est asiatique (mouvement qui configure la «mondialisation productive contemporaine»). Par ailleurs, en prenant en compte la nécessité de reproduction du capital dans ce contexte d'élévation de sa composition organique, l'importance de ce qu'Harvey (2012) a appelé « l'accumulation par dépossession » s'accroît, celle-ci étant réalisée au moyen d'une série d'opérations prédatrices de dépossession de la part décroissante de richesse sociale détenues par la population de moindre rendements (dont le nombre est croissant dans les pays dits « développés »), opérations menées par le secteur du capital financier, immobilier et commercial. Quelques exemples de ce mécanisme d'expropriation, actualisé par Harvey mais déjà esquissé par Engels dans « La situation de la classe ouvrière en Angleterre » seraient, entre autres: le système de crédit à la consommation pour les classes moyennes et de faibles rendements, basé sur des taux d'intérêts élevés, au-dessus du taux moyen de marché; le commerce de masse dominé par de grands réseaux et dirigé vers une population travailleuse appauvrie; et la difficulté d'accès au logement, du fait de l'intermédiation du loyer ou d'un financement bancaire à haut risque pour celui qui prend un crédit.

La crise capitaliste, qui se manifeste par la difficulté d'atteindre une croissance mondiale de 3% annuel, est, de ce fait, l'expression de la suraccumulation du capital, étant « exact et correct d'affirmer que la superproduction est à peine relative, et le mode capitaliste de production est un mode entièrement relatif de production, avec des limites non absolues (...). Aucune richesse n'est produite en trop. Mais la richesse qui se produit périodiquement est en trop dans les formes antagoniques du capitalisme » (MARX, 1989, Livre 3, Vol. V, p. 295 - 96). La richesse sociale, produite

dans un contexte de concentration de la rente et de précarisation des conditions de travail et de l'emploi prend, en apparence, la forme d'une production excédentaire de marchandises et de services et de suraccumulation du capital. Le crédit et le capital fictif, qui sont des instruments de garantie de la consommation des niveaux de rendements moyens et faibles, deviennent des éléments fondamentaux pour garantir le fonctionnement, fortement instable, du système⁵.

Les nouveaux systèmes financiers mis en place à partir des années 80 ont modifié l'équilibre des forces en action dans le système mondial, donnant beaucoup plus d'autonomie au système bancaire et financier comparé au financement corporatif, étatique et personnel. Le capital financier est alors devenu un facteur décisif dans les stratégies de reproduction du capital. A côté de l'explosion des nouveaux instruments et produits, on observe l'accroissement des valeurs sur le marché financier mondial⁶.

Les conditions politiques nécessaires à la libéralisation et dérégulation des marchés financiers (mais aussi commerciaux, d'investissements directs étrangers et de travail) ont été réunies, en premier lieu, dans les Etats-Unis de Ronald Reagan et le Royaume-Uni de M. Thatcher (CHESNAIS, 1997), comme une réponse à l'échec des politiques keyné-

⁵ Les recettes pour affronter la crise contemporaine dans les pays de la zone Euro, par exemple basées sur l'austérité fiscale (ce qui correspond à des coupes dans les dépenses sociales) et la coupe généralisée dans le crédit, accentuent le problème dont la cause est liée à l'incapacité du système à rémunérer dignement le travail et à garantir en même temps la compétitivité du capital. La destruction de la richesse est pratiquée dans des pays comme la Grèce, Chypre, l'Espagne et le Portugal, mais il y a peu de débats sur les façons de la redistribuer.

⁶ Le poids du capitalisme financier dans la plus grande économie de la planète, à savoir celle des Etats-Unis, est une illustration de son importance et de son envergure dans le mode de production capitaliste contemporain. Selon le rapport "Financial Crisis Inquiry Report" du Congrès nord-américain, (FINANCIAL CRISIS INQUIRY COMMISSION, 2011), en 2006, les bénéfices du secteur financier aux Etats-Unis représentaient 27% du total des bénéfices gagnés par toutes les entreprises du pays. Dans le même sens, on estime qu'actuellement les flux financiers internationaux seraient des dizaines de fois supérieurs au volume des ressources générés par les échanges commerciaux entre les pays du globe. Le documentaire "Inside Job", de Charles Ferguson, présente de manière didactique la croissance du secteur financier aux Etats-Unis à partir des années 1980, tout comme les principaux instruments financiers utilisés pour la reproduction du capital par le mécanisme connu sous l'abréviation D-D''.



siennes de relance par la demande, à la stagflation de la fin des années 70 et à la volonté de mettre fin aux conditions qui permettraient encore aux salariés de défendre leur pouvoir d'achat et leurs acquis sociaux.

De cette façon, il y a une étroite relation entre, d'un côté, la complexification et la financiarisation du capital, et de l'autre, les attaques reçues par la classe ouvrière sur tous les fronts. Le dépassement de la barrière imposée par la suraccumulation du capital englobe l'axe temporel, à travers le marché financier qui transfère dans le futur l'impossibilité présente de créer de la valeur ; et l'axe spatial : i) au moyen du transfert de la production vers de nouveaux pays plus propices à l'exploitation de la force de travail ; et/ou ii) par l'action des capitalistes sur le marché immobilier, qui configurerait, selon Lefebvre (1993), un « second circuit » de l'économie capitaliste, lequel acquiert une importance croissante pour l'accumulation du capital⁷.

Dans le capitalisme contemporain, le marché financier a été capable d'unir les deux axes (temporel et spatial) dans une série de produits qui durant les dernières années sont devenus essentiels pour la formation de la richesse fictive dans les pays les plus riches, comme les « collaterized debt obligations » (CDOs), instruments financiers basés sur les obligations financières de tiers, avec une importante composante de crédits hypothécaires. De cette façon, dans les dernières années, l'une des stratégies du capital pour maintenir son rythme d'accumulation, outre les attaques faites au travail,

⁷ Lefebvre, dans "La Révolution Urbaine", publiée en 1970, s'appuie sur la notion d'immobilier comme un "second circuit" de l'économie. Même s'il en reconnaît l'importance, il finit par le considérer comme une distorsion du fonctionnement de l'accumulation du capital, hypertrophié dans les pays capitalistes "en retard". Dans le texte de 1972 intitulé "l'espace, la production de l'espace, l'économie politique de l'espace", il reconnaît cependant l'importance "centrale" de l'immobilier pour le capitalisme, "pour être une industrie nouvelle, moins soumise aux obstacles, aux saturations, aux difficultés diverses qui freinent les anciennes industries" (LEFEBVRE, 2008, p. 118). Il abandonne, dans ce contexte, l'idée de l'immobilier comme un "circuit secondaire" subordonné et "malsain". Pour cet auteur, la fonction de l'immobilier oscillerait entre "une fonction subordonnée de reprise économique, une fonction de diversion, une fonction de régulation, une fonction dominante, selon les époques, les pays, etc." (Idem). La perspective adoptée dans le présent texte considère que l'immobilier et la production de l'espace urbain, quand ils s'unissent au capital financier, se convertissent en éléments d'avant-garde de l'accumulation capitaliste contemporaine.

a été la domination de l'espace par l'incorporation de la production immobilière dans les trames de reproduction de la valeur à travers le marché financier. L'immobilier, la reproduction et la consommation de l'espace urbain cessent d'être des branches annexes et des circuits secondaires du capital industriel et financier « pour passer au premier plan » (LEFEBVRE, 1968 et 1972, p. 239). Cette production de l'espace urbain et son utilité pour l'accumulation du capital est le thème du prochain paragraphe.

La reproduction de l'espace comme stratégie d'accumulation du capital

L'espace, tout au long de l'histoire du mode de production capitaliste, s'est lentement intégré aux circuits de valorisation du capital. À la fin des années 70, Lefebvre avait déjà attiré l'attention sur le fait que la production de l'espace, en particulier de l'espace urbain, devient un élément stratégique pour l'accumulation du capital.

Stratégique, car il ne s'agit pas seulement du secteur de la construction et de la production immobilière, qui en soi sont déjà des secteurs de plus en plus importants pour la création de valeur (et d'instabilité) dans le mode de production capitaliste, mais parce que l'agglomération urbaine offre de multiples services nécessaires à l'accumulation du capital. Et, de surcroît, parce que c'est dans l'espace urbain que se reproduit la plus grande part de la force de travail, dépossédée de presque tout, ce qui constitue un aspect fondamental pour la reproduction des relations de production du capitalisme. L'espace devient ainsi un instrument du capital.

Le concept de ville mondiale (« global city »), malgré les distorsions du marketing et de la concurrence entre les métropoles, est révélateur de l'importance de l'urbain dans la reproduction du capital contemporain. Selon Saskia Sassen (1998), pionnière dans la formulation du concept, ces villes sont de véritables centres pour les services et le financement du commerce, pour l'investissement et les opérations des bureaux centraux internationaux. A cet égard, ce sont des lieux de production stratégiques pour les secteurs leaders de l'économie actuelle.

Il ne s'agit pas cependant d'un champ d'action du capital qui soit libre de contradictions et de limites. Sassen (1998) reconnaît que les villes mondiales sont aussi des lieux de contradiction de



l'internationalisation du capital, et plus généralement, sont un terrain propice à une grande série de conflits et de contradictions. Les villes mondiales concentrent une part disproportionnée du pouvoir corporatif mondial et sont des lieux clés de valorisation du capital. Elles concentrent aussi une part disproportionnée de personnes défavorisées.

Pour la compréhension de la production de l'espace, surtout de l'espace urbain, il faut prendre en considération le monopole d'une classe, ce qui exclut principalement les pauvres de la propriété foncière (HARVEY, 1980) et du centre (au sens de centre politique et économique). Et cela parce que la classe qui détient la plus grande part des ressources peut, par l'argent, occuper, modeler et fragmenter l'espace à sa convenance. D'autre part, l'espace est traité par les constructeurs et promoteurs immobiliers de façon homogène.

La prédominance actuelle de la finance dans les stratégies d'accumulation capitalistes considère la production de l'espace comme une condition de sa réalisation. La construction de centres commerciaux, de complexes touristiques et de loisirs, de centres d'affaires, de grands condominiums verticaux et horizontaux, de chaînes d'hôtels, etc. sont des exemples de cet espace homogène produits en consonance avec le capital financier. De même, de grandes opérations d'intervention sur l'espace sont menées à bien par l'Etat, ayant pour but la création de nouveaux espaces qui soutiennent la logique de circulation et de création de la valeur.

De la même façon que le capital s'immobilise dans l'immobilier, l'environnement construit et le terrain passent de biens immobiles à « bien mobiles » qui circulent à travers les droits de propriété, lesquels peuvent être à tout moment transformés en argent. Pour qu'il puisse y avoir une valeur d'échange, il est nécessaire qu'il y ait aussi une interchangeabilité des fractions de cet espace, qui s'obtient à travers son fractionnement et son homogénéisation (production de « cellules » interchangeable). À cet égard, la transformation de la propriété en un titre négociable sur le marché financier assume un rôle important dans le circuit de valorisation du capital contemporain, en incorporant, dans ce circuit, la rente foncière urbaine.

La constitution de fonds d'investissement immobiliers, la sécurisation des propriétés et des titres dérivés de contrats hypothécaires sont d'importantes chaînes de liaison entre le capital

financier et immobilier. Avec la création de nouveaux instruments de captation des ressources financières, le pouvoir d'intervention dans l'espace urbain des entreprises du secteur immobilier s'élargit, garantissant ainsi les ressources nécessaires au dépassement de la barrière imposée par les prix élevés du terrain urbain dans les quartiers les plus valorisées, et au maintien de la production d'un espace urbain marqué par la séparation et la ségrégation.

En ce sens, au mode de production capitaliste contemporain - complexifié, mondialisé, financiarisé et dérégulé – correspondrait également une échelle élargie de production de l'espace urbain, afin d'absorber le capital excédentaire généré et qui, comme nous l'avons vu précédemment, rencontrerait une difficulté croissante à être utilisé de façon productive. Selon Harvey (2007; 2010; 2012), les transformations de Paris réalisées par Haussmann au XIXe siècle, l'apparition des banlieues aux Etats-Unis dans l'après Seconde Guerre Mondiale et l'urbanisation chinoise du début du XXIe siècle seraient des exemples de la solution partielle utilisée par les capitalistes pour absorber le surplus de capital existant. Plus le surplus est grand, plus l'échelle d'urbanisation nécessaire est élevée, configurant ainsi la dispersion urbaine des pays « avancés » et des économies « émergentes ». Il s'agit d'un phénomène mondial atteignant, à différents moments, diverses sociétés.

De la sorte, face à la crise économique des dernières décennies et à la prédominance de l'idéologie néolibérale, la gestion urbaine acquiert une nouvelle fonction – qui n'est plus réduite à la réglementation des actions du secteur privé – liée à la promotion de la croissance économique, laquelle est basée sur l'attraction des investissements vers des secteurs de haute technologie, de services et/ou d'événements, comme une façon de s'incorporer dans une logique mondiale de concurrence entre métropoles. Cette posture des pouvoirs publics municipaux qui se comportent comme des gestionnaires et/ou entrepreneurs, se caractérise par l'appel à la rationalité du marché, et se fonde sur la constitution d'alliances entre le secteur public et le secteur privé pour l'exécution de projets d'attraction de flux d'investissements et de consommation. Dans le contexte de compétition entre les villes, la planification et la réglementation étatique sont presque toujours écartées du fait de leur rigidité et des contraintes qu'elles imposent au marché. De



cette façon, dans la ville néolibérale, « la gouvernance s'est substituée au gouvernement, les droits et libertés ont la priorité sur la démocratie, la loi et les alliances public-privé, faites sans transparence, se sont substituées aux institutions démocratiques ; l'anarchie du marché et l'entrepreneuriat concurrentiel se sont substitués aux capacités délibératives basées sur des solidarités sociales » (HARVEY, 2013, p. 32).

Les projets urbanistiques du capital financier mondialisé ont pour but la création de la ville comme scénario stérilisé, libre de contradictions et de danger, aux rues restaurées et embourgeoisées, se transformant en « un espace urbain imaginaire d'un film de Disney » (HALL, 1996, p. 361). Des exemples d'une telle « utopie » (perverse) de l'urbanisme contemporain peuvent être les projets (privés, mais qui comprennent d'importants fonds publics) de transformation et revalorisation financière des aires urbaines dégradées, comme les anciennes installations manufacturières et portuaires (Port Vell à Barcelone, Docklands à Londres, Puerto Madero à Buenos Aires ou le virtuel Porto Maravilha de Rio de Janeiro).

Les transferts technologiques permettent, à leur tour, la dispersion des projets résidentiels, commerciaux et financiers, tout comme la prise en compte du temps nécessaire pour les déplacements, et pour l'acquisition et la diffusion des informations entre les entreprises (CHOAY, 2004). La déconcentration des activités productives et de la recherche scientifique et technologique contribue aussi à rendre les aires dispersées plus attractives pour une population de travailleurs de niveau moyen et de haute qualification.

S'ajoutant à la dispersion des activités productives et de l'habitat de la population de rente moyenne ou élevée, il existe aussi une dispersion de la population plus pauvre, la plus importante numériquement, et qui est confinée dans des aires aux infrastructures précaires et difficiles d'accès, et qui rencontrent de graves problèmes de régulation foncière et de gestion administrative. La population pauvre est touchée par la ségrégation dans les aires les plus éloignées du tissu urbain dispersé, et dans les interstices des aires centrales mais peu valorisés des métropoles contemporaines (rives de fleuves, versants de montagnes, aires d'instabilité géographique, etc.), configurant ainsi le « Planet of Slums » décrit par Mike Davis (2006). Il s'agit du confinement virtuel de la force de travail bon mar-

ché utilisée dans la construction civile, dans l'industrie, dans le secteur tertiaire en général, dans les services domestiques, etc. Dans le cas des pays marqués par des fortes inégalités sociales (dont le modèle ségrégationniste a tendance à être exporté vers des sociétés auparavant plus « égalitaires »), la façon dont la dispersion se matérialise se révèle encore plus perverse pour la vie urbaine: pour les plus riches, la dispersion signifie la réclusion dans des condominiums clôturés, la dépendance vis-à-vis de la voiture, le confinement dans les centres commerciaux et l'abandon des centres historiques; pour les plus pauvres, elle signifie habiter dans des logements auto-construits, dans des lotissements presque toujours illégaux, sans infrastructures ni équipements appropriés, éloignés de l'offre en matière d'emplois, de consommation et de loisir.

Dans la mesure où la valeur d'échange se subordonne à la valeur d'usage et que la marchandise se généralise dans l'urbain, la « ville historique » tend à la dissolution (LEFEBVRE, 2008). Aussi, dans la mesure où le processus d'urbanisation devient mondial, renforcé par l'intégration des marchés financiers internationaux et leur association avec les grandes corporations immobilières, le paysage contemporain se caractérise: par la prolifération de projets de hauts standards inspirés par un urbanisme déréglementé (comme la finance) et excluant; par la dégradation des aires touchées par un processus de désindustrialisation dérivé de la plus grande mobilité du capital vers des aires où le potentiel d'augmentation de l'exploitation de la force de travail est plus important ; par la formation de métropoles dans les pays émergents où les conditions précaires de logement sont la règle pour la plus grande partie de la population; et également, par la prolifération des poches de pauvreté dans des pays « économiquement avancés », marqués par le chômage massif, le confinement des pauvres dans des quartiers dépossédés de ressources publiques et privées et par la stigmatisation des habitants de ces poches de pauvreté (WACQANT, 2007).

Comme le résume Harvey (2013), la qualité de vie urbaine est devenue une marchandise pour ceux qui ont de l'argent, tout comme la ville elle-même est un monde où le consumérisme, le tourisme, les industries culturelles et de connaissance, tout comme l'« économie du spectacle » sont devenus des aspects prédominants de l'économie politique urbaine.



Dans ce contexte de ségrégation croissante, la société urbaine émerge comme *locus*, pour de nouvelles demandes : « provenant du capital mondial qui utilise la ville comme une « marchandise organisatrice », mais aussi des secteurs défavorisés de la population urbaine, lesquelles ont dans la ville une présence aussi mondialisée que celle du capital. » (SASSEN, 1998, p. 16).

Selon Vainer (2013), le modèle de la ville néolibérale a approfondi et aggravé les problèmes des villes des pays « développés » et « émergentes » : précarisation de l'habitat, informalité, services précaires ou inexistantes, inégalités profondes, dégradation de l'environnement, violence urbaine, embouteillages et coûts croissants du transport public précaire et espaces urbains en proie à la ségrégation.

C'est pour autant dans ce contexte spatial où prédomine la valeur de change sur la valeur d'usage, marqué par la crise et par « l'excédent » de main d'œuvre et de capital, par la ségrégation et par la séparation, que (re)surgit la possibilité de contester l'ordre en vigueur et de lutter pour la réorientation de la « révolution urbaine » dans un sens plus égalitaire et démocratique, l'axe étant fixé sur un « droit à la ville » le plus large possible⁸.

La lutte pour l'utopie : la possibilité de l'urbain

L'élargissement de la « révolution urbaine » n'aura pas comme résultat évident une société plus égalitaire et démocratique. Il ne fera pas non plus resurgir, de façon naturelle, la ville comme une œuvre que les habitants se sont appropriés (Ver p.

⁸ Lefebvre, dans « La Révolution Urbaine », publiée en 1970, s'appuie sur la notion d'immobilier comme un « second circuit » de l'économie. Même s'il en reconnaît l'importance, il finit par le considérer comme une distorsion du fonctionnement de l'accumulation du capital, hypertrophié dans les pays capitalistes « en retard ». Dans le texte de 1972 intitulé « l'espace, la production de l'espace, l'économie politique de l'espace », il reconnaît cependant l'importance « centrale » de l'immobilier pour le capitalisme, « pour être une industrie nouvelle, moins soumise aux obstacles, aux saturations, aux difficultés diverses qui freinent les anciennes industries » (LEFEBVRE, 2008, p. 118). Il abandonne, dans ce contexte, l'idée de l'immobilier comme un « circuit secondaire » subordonné et « malsain ». Pour cet auteur, la fonction de l'immobilier oscillerait entre « une fonction subordonnée de reprise économique, une fonction de diversion, une fonction de régulation, une fonction dominante, selon les époques, les pays, etc. » (Idem). La perspective adoptée dans le présent texte considère que l'immobilier et la production de l'espace urbain, quand ils s'unissent au capital financier, se convertissent en éléments d'avant-garde de l'accumulation capitaliste contemporaine.

13). Comme l'a établi Lefebvre dans ses ouvrages sur le thème (1968, 1999, 2000, 2008), pour que le processus d'urbanisation de la société puisse être approprié par la plus grande part possible de la population, une stratégie est nécessaire. Conformément à Sassen (1998, p. 17), la « ville mondiale » est un lieu stratégique pour les acteurs en désavantage parce qu'il leur permet d'accroître leur présence afin de pouvoir émerger comme sujets ». La récupération de la rue et des espaces publics par ceux qui sont en désaccord avec la conformation sociale, économique et politique actuelle du capitalisme, est, pour autant, une tactique spatiale fondamentale pour conférer de la visibilité à leurs demandes.

Le capitalisme contemporain superpose au centre économique le centre de décision, rassemblant non seulement les personnes et les choses, mais aussi les informations et les connaissances (LEFEBVRE, 1968). La décision dans le domaine de l'État s'ajoute à celle des grandes corporations économiques et financières concentrées dans les « villes mondiales », et au monopole virtuel de développement et d'innovation technologique dans certains points privilégiés du réseau urbain international.

À la concentration du pouvoir au centre correspond l'augmentation des travailleurs appauvris et qui ne peuvent que faiblement participer aux mécanismes de décision affectant leurs vies. L'emploi formel créé dans les pays dits « avancés » et dans les pays « émergents » se concentre en grande partie dans le secteur des services à faible rémunération. La masse des travailleurs précaires et informels n'est pas plus avantagée dans les économies « en retard », au contraire, l'intensification de l'exploitation de la force de travail revendique une place croissante dans les économies plus riches, configurant ce que Soja (1993) a appelé la « périphérisation du centre ». En dernier lieu, il faut souligner la vague de chômage, surtout parmi les jeunes, dans les pays plus sérieusement touchés par la crise économique et financière internationale qui marque le XXI^e siècle⁹.

⁹ Il est estimé que le chômage des jeunes dans les pays les plus touchés par la crise économique dans la zone euro est compris entre 35% et 40%. Aux États-Unis, en plus des 11,5 millions de personnes formellement au chômage en juillet 2013, on estime que près de 2 millions de personnes ont cessé de chercher du travail et que par ailleurs, 8,2 millions travaillent à temps partiel par défaut. Dans le cas du Brésil, Antunes y



Autrement dit, en ayant des fonctions orientées en priorité vers la reproduction du capital « la ville moderne intensifie, en l'organisant, l'exploitation de la société entière (pas seulement de la classe ouvrière mais des autres classes sociales non dominantes). C'est dire qu'elle n'est pas lieu passif de la production ou de la concentration des capitaux mais que *l'urbain* intervient comme tel dans la production (dans les *moyens* de production) » (LEFEBVRE, 1968, p. 55).

D'autre part, dans la société urbaine qui s'organise, la simultanéité s'intensifie, la dispute pour le centre se densifie et les capacités de rencontre et d'association se réaffirment (Idem, p. 86). Ce n'est pas seulement la technologie des réseaux sociaux qui rend possible la mobilisation des masses, mais la situation propre aux habitants des villes, malgré les séparations et les ségrégations dominantes, qui facilitent et donnent du potentiel à la rencontre, à la simultanéité et à la réunion.

Dans ce contexte, la dispute pour le centre (politique, économique et informationnel), représenté par l'idée de ville « mondiale »¹⁰, est un élément fondamental de la stratégie spatiale, qu'elle soit issue des classes dominantes ou des fractions paupérisées de la classe travailleuse. Selon Lefebvre, la dispute pour le centre est un élément de déviation qui apporte une contribution au droit à la ville. Dans cette dispute, qui peut définir quel type d'urbanisation sera prédominante dans le futur, le pouvoir concentré de la classe hégémonique s'oppose à la capacité (spontanée) de mobilisation des « masses », élément qui surprend, par son envergure et sa simultanéité géographique, les analystes, les moyens de communication, les dirigeants, les politiques, etc.

Divers mouvements sociaux et de « masse » des indignés connaissent la valeur de

Braga (2013) présentent des chiffres peu encourageants : 94% des emplois créés dans les dix dernières années sur le marché du travail formel reçoivent une rémunération qui va jusqu'à représenter 1,5 salaire minimum. De ce total, 60% sont des jeunes entre 18 et 28 ans.

¹⁰ Conformément à Lefebvre (1999, p.111), la «ville attire à elle tout ce qui naît de la nature et du travail dans d'autres lieux: fruits et objets, produits et producteurs, œuvres et créations, activités et situations. Elle, que crée-t-elle ? Rien. Elle centralise les créations. Et, cependant, elle crée tout. Rien n'existe sans échange, sans approximation, autrement dit, sans relations ».

l'appropriation de l'espace public comme tactique pour conférer de la visibilité à leurs demandes. Selon Mitchell (2003), le droit à la ville est une demande qui n'a de force que dans la mesure où il existe un espace à partir duquel et dans lequel elle soit visible. Badiou (2012), à son tour, confère une importance capitale à la « localisation » des manifestations et des rebellions pour permettre leur succès (encore que provisoire). Pour cet auteur, quand un mouvement social se restreint au lieu dans lequel vivent ses participants, il s'arrête immédiatement. « C'est seulement quand le mouvement construit un nouveau siège - plus communément dans le centre de la ville -, dans lequel il se prolonge et s'étend, qu'il se transforme en un soulèvement historique » (BADIOU, 2012, p. 23).

Conformément à Lefebvre (1999), la révolution urbaine et la démocratie concrète coïncident. Par la voie de la pratique urbaine, celle des groupes et des classes, la contestation et la protestation spontanée peuvent se transformer en revendication.

Les grandes manifestations et révoltes des dernières années (période qui coïncide avec la crise capitaliste) ont lieu dans des pays « développés », « émergents », « en faillite » ou « prospères ». Ce n'est pas juste une réaction au manque d'emplois ou à la récession. La liste des revendications est variable et répond aux demandes spécifiques de différentes sociétés, mais « ce qui unit ces protestations est le fait qu'aucune d'entre elles ne peut être réduite à une seule question, puisque tous bataillent pour une combinaison spécifique de (au moins) deux questions : une question économique, avec plus ou moins de radicalité, et une question politico-idéologique qui inclut des demandes pour une démocratie voire des exigences pour dépasser la démocratie multipartite usuelle » (ZIZECK, 2013, p. 104).

Toujours conformément à Zizeck, « ce qui unifie autant de protestations dans leur multiplicité est qu'elles sont toutes des réactions face aux multiples facettes de la mondialisation capitaliste » (ZIZECK, 2013, p. 104). En ce sens, les manifestations (les particularités des contextes nationaux et locaux mises de côté) possèdent comme éléments généraux, en commun, la lutte contre l'expansion du règne du marché renforcé par la dérégulation et la plus grande libéralisation du capital financier. Cette lutte associe à l'augmentation du fonctionnement autoritaire du pouvoir politique (qui est justifié dans le meilleur des cas par la démocratie



représentative et le monopole du « savoir » de la technobureaucratie) et à l'enclavement (y compris la tentative de suppression) de l'espace public, la ségrégation socio-spatiale – qui se matérialise dans les condominiums fermés, les centres commerciaux, les centres d'affaires et l'éloignement des plus pauvres vers la périphérie, ceux-ci étant virtuellement empêchés d'avoir accès à ce que la ville peut offrir - et la précarisation historique et permanente du marché du travail et des services publics.

De la sorte, les grandes manifestations, marches et soulèvements populaires qui ont eu lieu dans les dernières années ne sont pas seulement le reflet d'une crise économique conjoncturelle, mais s'insèrent dans un contexte plus large d'« urbanisation de la société » guidée par la loi de la valeur, et revendiquent, face à la domination du capital et de la classe hégémonique, des transformations sociales, politiques et économiques. Réaffirmer continuellement ce que les protestations, au sein de différentes sociétés, ont en commun, est un élément fondamental pour garantir plus de force à la stratégie spatiale et mondiale d'union de la grande masse des « laissez pour compte » par la marche de cette « révolution urbaine » dominée par le capital.

Le mode de production capitaliste a changé, mais il est, en substance, resté le même: il se base sur l'accumulation rendue possible par l'inégalité des conditions entre ceux qui détiennent et ceux qui gèrent les moyens de production, et la grande masse de travailleurs, formels ou informels. Cependant, la société aussi a changé, et peut-être a-t-elle changé en substance (contrairement au capital): il s'agit d'une « société urbaine », dans laquelle il existe une plus grande possibilité de rencontre, de réunion, de propagation des idées et de mobilisation des masses. La mobilisation et le « geste formel et initial de rejet » (ZIZECK, 2012, p.83) ouvrent l'espace à l'élaboration de propositions au contenu différent.

À cet égard, conformément à Badiou (2012), pour que les manifestations et révoltes populaires puissent s'accroître et atteindre une envergure historique il serait nécessaire que ceux qui protestent autour de ce qu'il nomme une « Idée », s'organisent. Et, dans un contexte de révolution urbaine mondiale guidée par les budgets néolibéraux de la loi de la valeur, de privatisations (de l'économie, de l'espace public, de la vie, etc.), de concentration de la rente et de précarisation du

travail, pourquoi ne pas assumer le « droit à la ville » comme une plateforme commune et internationale de lutte ?

Un droit à la ville qui ne soit pas seulement « un droit conditionnel d'accès à ce qui existe déjà, mais aussi le droit actif de rendre la ville différente, de la façonner plus en accord avec nos nécessités collectives... Si notre monde urbain a été imaginé et créé, alors il peut être imaginé et créé à nouveau » (HARVEY, 2013, p. 33). Il s'agit de diriger, de cette façon, le potentiel créatif de l'urbain vers des fins plus inclusives et émancipatoires. En transformant la ville, dans le sens de son appropriation comme œuvre, s'ouvre la possibilité de transformation de l'ordre de proximité (celui du quotidien, des relations interpersonnelles) comme de l'ordre lointain (celui de l'Etat et du capital global), en prenant en compte son rôle de médiation (LEFEBVRE, 1968). Dans cet esprit, il s'agit de renforcer l'idée selon laquelle « la ville n'est pas seulement la tribune des luttes, mais elle est aussi ce pourquoi on lutte » (BRITO & OLIVEIRA, 2013, p. 69).

Retirer la ville de la sphère de l'aliénation à laquelle nous sommes soumis par la « sociabilité du capital »¹¹ (IASI, 2013, p. 42) exige, selon Lefebvre, le remplacement de la valeur d'échange par la valeur d'usage, la réappropriation de l'urbain et la construction (collective) du moyen par lequel nous vivons l'œuvre, en récupérant la ville comme un bien « commun » et non plus comme des fragments privés. Pour la « rationalité technobureaucratique », il s'agit d'une proposition « non-viable économiquement ». Cependant, pour ceux qui désirent une réalité moins autoritaire, moins inégalitaire, violente et aliénante, ceux qui à travers des protestations, des manifestations et des soulèvements deviennent visibles et parviennent à « exister » dans un nouveau monde possible (BADIOU, 2012), il s'agit en premier lieu de récupérer l'urbain comme Utopie.

¹¹ Badiou (2012, p. 20) se réfère à la principale aliénation du capitalisme, en rappelant la fameuse formule proposée par Marx: « Le mort saisit le vif ». C'est-à-dire que les choses (produits du travail) dominent les vivants (les producteurs). La ville capitaliste est un grand produit qui domine ses constructeurs, lesquels se voient empêchés de s'approprier leur produit.



BIBLIOGRAPHIE

- ANTUNES, Ricardo & BRAGA, Ruy. “Los días que conmovieron a Brasil. Las rebeliones de junio-julio de 2013”. In: *Herramienta - Revista de debate y crítica marxista*, n. 53, Año XVII, Buenos Aires, 2013.
- ARRIGHI, Giovanni. *O Longo Século XX*. Rio de Janeiro: Contraponto; São Paulo : Editora UNESP, 1996.
- BADIOU, Alain. *The Rebirth of History: Times of Riots and Uprisings*. London/New York: VERSO, 2012.
- BRENNER, Neil, MARCUSE, Peter & MAYER, Margit. *Cities for People, Not for Profit*. London and New York: Routledge, 2012.
- BRITO, Felipe & OLIVEIRA, Pedro Rocha de. “Territórios Transversais”. In: *Cidades Rebeldes: Passe Livre e as manifestações que tomaram as ruas do Brasil*. Ermínia Maricato [et. al.]. São Paulo: Boitempo: Carta Maior, 2013.
- CHESNAIS, François. “A Emergência de um Regime de Acumulação Financeira”, In: *Praga – Estudos Marxistas*, n. 3, São Paulo, Hucitec, 1997.
- CHAUI, Marilena. “As manifestações de junho de 2013 na cidade de São Paulo”, In: <http://www.teoriaedebate.org.br/materias/nacional/manifetacoes-de-junho-de-2013-na-cidade-de-sao-paulo?page=full> .
- CHOAY, Françoise. “El Reino de lo Urbano y la Muerte da la Ciudad”. In: Ramos, A. M. (org.). *Lo Urbano*. Barcelona: Upc, pp. 61-72, 2004.
- DAVIS, Mike. *Planeta Favela*. São Paulo, Boitempo Editorial, 2006.
- ENGELS, Friedrich. *A situação da classe operária na Inglaterra*. São Paulo: Boitempo, 2008.
- FINANCIAL CRISIS INQUIRY COMISSON. *The financial crisis inquiry report*. New York: Public Affairs, 2011.
- HALL, Peter. HALL, P. (1996). *Ciudades del Mañana – Historia del urbanismo en el siglo XX*. Barcelona, Ediciones del Serbal, 1996.
- HARVEY, David. *A Justiça Social e a Cidade*. São Paulo: Hucitec, 1980.
- _____. *A Condição Pós-Moderna*. São Paulo, Loyola, 1993.
- _____. “Do gerenciamento ao empre-sariamento: a transformação da administração urbana no capitalismo tardio”. In: *Espaço & Debates*, n. 39, NERU, 1996, p. 48-64.
- _____. *Paris: Capital of Modernity*. New York: Routledge, 2005.
- _____. *Una Geografía Urbana Posible*. Buenos Aires, Edhasa, 2007.
- _____. *The Enigma of Capital: And the Crises of Capitalism*. Ney York : Oxford University Press; kindle edition, 2011.
- _____. *Rebel Cities: From the Right to the City to the Urban Revolution*. London, New York: VERSO, 2012.
- _____. “A liberdade da cidade”. In: *Cidades Rebeldes: Passe Livre e as manifestações que tomaram as ruas do Brasil*. Ermínia Maricato [et. al.]. São Paulo: Boitempo: Carta Maior, 2013.
- HOBBSAWM, Eric. *A Era dos Extremos*. São Paulo: Companhia das Letras, 1996.
- IASI, Mauro Luis. “A rebelião, a cidade e a consciência”. In: *Cidades Rebeldes: Passe Livre e as manifestações que tomaram as ruas do Brasil*. Ermínia Maricato [et. al.]. São Paulo: Boitempo: Carta Maior, 2013.
- LEFEBVRE, Henri. *Le Droit à la Ville*. Paris: Economica, 1968 (3ª ed. 2009).
- _____. *Le droit à la ville – suivi de Espace et Politique*. Paris, Ed. Anthropos, 1968 et 1972.
- _____. *A Revolução Urbana*. Belo Horizonte, Ed. UFMG, 1999.
- _____. *La production de l'espace*. Paris:Anthropos, 2000.
- _____. *Espaço e Política*. Belo Horizonte: Editora UFMG, 2008.
- MARX, Karl. *O Capital*, Livro 1, vol.I e II e Livro 3, Vol. IV e V. Bertrand Brasil: Rio de Janeiro, ed. bras. 1989.
- MITCHELL, Don. *The Right to the City: Social Justice and the Fight for Public Space*. New York/London: The Guilford Press, 2003.
- SASSEN, Saskia. *Los espectros de la globalización*. Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica, 1998.
- SOJA, Edward. *Geografias pós - modernas: a reafirmação do espaço na teoria social*. Rio de Janeiro: Jorge Zahar Ed., 1993.
- VAINER, Carlos. “Quando a cidade vai às ruas”. In: *Cidades Rebeldes: Passe Livre e as manifestações que tomaram as ruas do Brasil*. Ermínia Maricato [et. al.]. São Paulo: Boitempo: Carta Maior, 2013.
- WACQANT, Loc. *Los condenados de la ciudad – Gueto, periferias y Estado*. Buenos Aires, Siglo XXI Argentina, 2007.
- 2007.



ZIZECK, Slavoj. *The Year of Dreaming Dangerously*. London/New York: VERSO, 2012.

_____. “Problemas no Paraíso”. In: *Cidades Rebeldes: Passe Livre e as manifestações que tomaram as ruas do Brasil*. Ermínia Maricato [et. al.]. São Paulo: Boitempo: Carta Maior, 2013.

HENRI LEFEBVRE A L’UNIVERSITE
PONTIFICALE CATHOLIQUE DE São Paulo



Pontifícia Universidade Católica de São Paulo

Programa de Estudos Pós-Graduados em Geografia

FACULDADE DE CIÊNCIAS SOCIAIS
PROGRAMA DE ESTUDOS PÓS-GRADUADOS EM GEOGRAFIA

ÁREA DE CONCENTRAÇÃO :
TERRITORIALIDADES E ANÁLISE
SÓCIOAMBIENTAL

LINHA DE PESQUISA: ENSINO DE GEOGRAFIA
DISCIPLINA ELETIVA:

A VIDA COTIDIANA E A EDUCAÇÃO PARA ALÉM DO CAPITAL

1. semestre de 2012

Profa. Dra. Marcia Maria Cabreira Monteiro de Souza

Horário: 5ª. feira – Das 19h:15m às 23h:15m

4 créditos

Mestrado Acadêmico

Ementa:

A questão da alienação como enfrentamento da educação. O projeto de humanidade, a produção no sentido amplo e a educação para além do capital. Vida cotidiana no mundo moderno, cotidiano e cidadania. Psicologia das classes sociais, necessidade, desejo e fruição. Senso comum como conhecimento. A escola e a educação. Neoliberalismo. A escola pública e a “educabilidade”. A práxis espacial no banal do dia-a-dia. Desenvolvimentos geográficos desiguais. A dimensão do corpo nos enfrentamentos cotidianos e a força do lugar.

Objetivos gerais :

Discutir a educação como perspectiva de projeto para a

humanidade no enfrentamento da barbárie “socialmeta-bólica” no devir do mundo que torna tudo e todos objeto de produção e consumo do espetáculo da mercadoria. A educação como temática vai muito além de questões atinentes ao ensino e à pedagogia. Educação aqui tem como perspectiva o mundo do conhecimento e do saber constituído histórico e socialmente na inserção de cada indivíduo nos processos constituintes da vida numa “sociedade burocrática de consumo dirigido”, cada vez mais hierarquizada e fragmentada, incessantemente buscando a homogeneização. Abordando a vida vivida, o urbano também como possibilidade crítica ao cotidiano e os enfrentamentos aos processos alienantes. Objetivos específicos : Buscar a compreensão e as preocupações da ciência geográfica como contribuição com a crítica aos processos “oniabrangentes” do mundo da mercadoria na perspectiva da educação para além do capital.

Apresentar o cotidiano na produção e reprodução da miséria, da sociedade de classes, bem como na contradição capital e trabalho. Na crítica ao cotidiano entra o projeto: constituição de valores que afirmam a vida. O cotidiano é e não é o terreno da revolução e transformação social.

Abordar questões atinentes ao projeto de mudar a vida com o fim das alienações também está na vida, nas virtualidades da vida. A vida vivida com todas as suas intensidades é um projeto.

Debater os termos da compreensão da sociedade urbana diante da perspectiva de que cada vez mais é no urbano que a vida acontece, é no urbano também o lugar das múltiplas contradições, no dia-a-dia reconhecemos as alienações, ou o concebido tentacularmente estratégico buscando abarcar todos os momentos da vida.

Bibliografia básica :

AJZENBERG, Armand. As classes sociais e suas formas modernas de luta. GEOUSP, Espaço e Tempo : Revista de Pós-Graduação/Departamento de Geografia-FFLCH-USP. Nº 17. São Paulo: FFLCH/USP, 2005.

FREIRE, P. Papel da educação na humanização. Seleção de Textos nº17. São Paulo: Associação dos Geógrafos Brasileiros - AGB, 1987.

HARVEY, David. Espaços de esperança. São Paulo : Edições Loyola, 2009.

HARVEY, David. A produção capitalista do espaço. São Paulo: Annablume, 2005

KROPOTKIN. P. O que a Geografia deve ser. Seleção de Textos nº13. São Paulo: Associação dos Geógrafos Brasileiros - AGB, 1986.

LEFEBVRE, HENRI. Capítulo IV – Psicologia das classes sociais. Revista de Pós-Graduação/Departamento de Geografia – FFLCH - USP. Nº 17. São Paulo : FFLCH/USP, 2005.

LEFEBVRE, HENRI. A revolução urbana. Belo Horizonte. Ed.UFMG, 2004.

LEFEBVRE, HENRI. A vida cotidiana no mundo moderno. São Paulo: Editora Ática. 1991



- LEFEBVRE, Henri. De lo Rural a lo Urbano. Barcelona: Ediciones Península, 1975.
- LEFEBVRE, HENRI. Espaço e Política. Belo Horizonte. Ed.UFMG,2008.
- MARTINS, José de Souza. O senso comum e a vida cotidiana. Tempo Social – Revista de Sociologia da USP. . Vol. 10 nº 1. São Paulo: Departamento de Sociologia, FFLCH, USP. Maio 1998
- MARX, Karl. Manuscritos Econômicos - Filosóficos e outros textos escolhidos. São Paulo: Abril Cultural, 1978.
- MARX, Karl. Capítulo VI Inédito de O Capital - Resultados do Processo de Produção Imediata. São Paulo: Editora Moraes, 1985.
- MÉSZÁROS, I. O Desafio e o Fardo do Tempo Histórico – o socialismo no século XXI. São Paulo : Boitempo, 2007.
- MÉSZÁROS, István. A educação para além do capital. São Paulo: Boitempo, 2009
- MOREIRA, Ruy. Para onde vai o pensamento geográfico? Por uma epistemologia crítica. São Paulo: Editora Contexto, 2009.
- ROCHA, Alexandre S. Periferia e centralidade na Grande São Paulo. Abordagem crítica sobre o morar na periferia da metrópole. Dissertação de Mestrado. Departamento de Geografia. São Paulo: FFLCH – USP, 2000.
- ROCHA, A. S. Objetos, Atos e Situações no morar na periferia da metrópole – momentos e implicação. Tese de doutorado. São Paulo: Departamento de Geografia / FFLCH /USP. São Paulo: FFLCH /USP, 2007
- SADER, Eder. Quando Novos Personagens Entram em Cena - Experiências e lutas dos trabalhadores da Grande São Paulo 1970-1980. São Paulo: Paz e Terra, 1995.
- SANTOS, Milton A Natureza do Espaço - técnica e tempo, razão e emoção. São Paulo: Hucitec, 1996.

VERS UNE ÉCONOMIE «HUMAINE»? ?

DESROCHE, LEBRET, LEFEBVRE, MOUNIER, PERRAULT,
AU PRISME DE NOTRE TEMPS

Sous la direction de
Laurent Loty, Jean-Louis Perrault et Ramón Tortajada



harrmann

Vers une économie "humaine" ? Desroche, Lebret, Lefebvre, Mounier, Perroux, au prisme de notre temps

DIR.: LAURENT LOTY, JEAN-LOUIS PERRAULT,
RAMON TORTAJADA

Cet ouvrage offre un regard indisciplinaire sur cinq intellectuels liés entre eux et inspirés à la fois par le christianisme et le marxisme : Henri Desroche (1914-1994), Louis-Joseph Lebret (1897-1966), Henri Lefebvre (1901-1991), Emmanuel Mounier (1905-1950) et François Perroux (1903 -1987). Par delà leurs différences, ils partagent l'idée selon laquelle il serait possible d'humaniser l'économie. Leurs thèses et leurs pratiques s'enracinent dans l'histoire. Elles invitent à réfléchir aux relations entre pensée et action, au rôle des institutions pour réduire les conflits, à l'insuffisance de l'idée de croissance par rapport à l'idée de développement appliquée à toutes les dimensions de l'être humain. Elles éclairent la diversité des articulations possibles entre l'individu et le collectif, la personne et la communauté. Elles incitent à s'interroger sur l'idée même d'économie. Ces intellectuels ont cherché à jouer un rôle auprès des institutions, avant la guerre, pendant la guerre (y compris, pour certains, sous Vichy), après la guerre où ils ont eu toute leur place. L'étude de la genèse de leurs conceptions, de la portée et des limites de leurs actions, de leurs aveuglements ou de leurs réussites, permet de repenser les moyens politiques de lutter, aujourd'hui, contre l'inhumanité de l'économie.

Contributeurs : Armand Ajzenberg, Ahcène Amarouche, Alain Amintas, Leonore Bazinek, Philippe Béraud, Yves Berthelot, Didier Bévant, Gustavo Britto, Alain Clément, Roland Colin, Sylvie Constantinou, Franck Cormerais, Didier Da Silva, Ludovic Frobert, Alette Geistdoerfer, Hubert Gérardin, Pascal Glémain, Remi Hess, Enrico Ivaldi, Jacques Le Goff, Laurent Loty, François-Régis Mahieu, Andrea Mairate, Alexandre Mendes Cunha, Jean-Louis Perrault, Jacques Poirot, Virginia Pontual, Hughes Puel, Camille Rabineau, Marie-Lise Semblat, Maria Cristina Silva Leme, Ricardo Soliani, Rogério Luiz de Souza, Claire Toupin- Guyot, Ramón Tortajada, Christophe Vandernotte, Gabriele Weingand.

ISBN : 978 2 7056 8907 0
Collection HORS COLLECTION
618 pages - 17x24 cm - 34 €



POUR UN INTERHUMANISME, PORTEUR D'UTOPIES ET DE PROGRÈS ÉCONOMICO-POLITIQUES (extrait)

Pourquoi cet étrange néologisme « *interhumanisme* » ?

Pour échapper à l'idée d'humanisme comme valorisation de l'Humanité avec un grand H, sorte de transcendance, et signifier que l'important est le bien-être de chacun des êtres humains, dans leurs relations interindividuelles.

Pour répondre aujourd'hui à la question qui se posait après guerre autour du mot « humanisme », qui devient un mot courant en 1945 seulement, quand les courants de pensée marxiste, chrétien, existentialiste se battaient pour affirmer que le véritable humanisme était marxiste, chrétien ou existentialiste. « Interhumanisme » suggère que, s'il n'est pas possible de clairement définir ce que doit être l'humanisme (et tant mieux, chacun doit lui donner un sens), en revanche, c'est probablement par la pluralité des humanismes et leur interaction que l'on parvient à éviter le dogmatisme, et finalement l'anti-humanisme (dont les plus ardents défenseurs ont été Heidegger et Althusser). Les cinq auteurs que nous étudions ici ont peut-être échappé aux dogmatismes des Églises, chrétiennes ou marxistes, parce qu'ils étaient attirés, chacun à sa manière, à la fois par le marxisme et le christianisme.

Laurent Loty

Armand Ajzenberg

LA PRODUCTION DU TEMPS (éléments)

INTRODUCTION

Dans sa préface de 1985 à la réédition de *La production de l'espace*, Henri Lefebvre écrivait : « Traditionnellement, le terme n'évoquait guère que les mathématiques, la géométrie (euclidienne) et ses théorèmes, donc une abstraction : un contenant sans contenu. (...) D'où l'effort pour sortir de la confusion en considérant l'espace (social) ainsi que le temps (social) non plus comme des faits de « nature » plus ou moins modifiée, et non pas comme de simples faits de « culture » - mais comme des **produits**. Ce qui entraînait une modification dans l'emploi et le sens de ce dernier terme. La production de l'espace (et du temps) ne les considéraient pas comme des « objets » et des « choses » quelconques, sortant des mains ou des machines, mais comme les aspects principaux de la **nature**

seconde, effet de l'action des sociétés sur la « nature première » ; sur les données sensibles, la matière et les énergies. Produits ? Oui, dans un sens spécifique, notamment par un caractère de **globalité** (non de « totalité ») que n'ont pas les « produits » dans l'acception ordinaire et triviale, objets et choses, marchandises (encore que justement l'espace et le temps produits, mais « lotis », s'échangent, se vendent, s'achètent comme des « choses » et des objets !) » [Lefebvre H. (2000), p. XIX-XXV].

« Le mode de production organise – produit –, en même temps que certains rapports sociaux, son espace (et son temps). C'est ainsi qu'il s'accomplit. » ajoute-t-il un peu plus loin dans cette même préface [Lefebvre H. (2000), p. XXV]. Pour Lefebvre, on ne peut affirmer que le mode de production capitaliste ait de manière délibérée ordonné (par inspiration ou intelligence) son extension spatiale (et temporelle) qui s'étend aujourd'hui à la planète entière. Espaces et temps entrent dans les forces productives, dans la division du travail, dans la lutte de classes. On l'aura remarqué, pour lui, espaces et temps sociaux sont liés mais, paradoxalement, le produit « temps » est toujours second ou entre parenthèses. Un remord ? On aurait aimé un équivalent à *La production de l'espace* à propos du temps. Cela n'a pas été le cas. C'est ce qu'il faudrait essayer de combler.

Pour un individu, le temps se partage en deux. Temps hétéronome, temps autonome ? Temps contraints, temps libre ? Pour qualifier ces différences souvent opposées, je préfère cette dernière formule : Temps assujéti, temps non-assujéti. Méthodologiquement parlant, pour appréhender les temps à venir, on partira de leurs accomplissements : un temps réunifié où il n'y aurait plus différence, ni opposition, entre temps assujéti et temps non-assujéti. Ce qui n'a de chances de se réaliser que dans une durée infinie. Cela peut et doit cependant indiquer pour le présent une tendance, une direction. Bref, il s'agirait, pour reprendre un concept lefebvrien, d'un possible-impossible. « Le nouveau romantisme (révolutionnaire) affirme le primat du possible-impossible et saisit cette virtualité comme essentielle au présent » disait le philosophe en 1957 [Lefebvre H., (2011), p. 67-68].

Le temps de travail est aujourd'hui un produit, une marchandise. Un temps réunifié entre sa partie assujéti et sa partie non-assujéti, signifierait la fin de sa marchandisation (fin du salariat). Le



capital (machines, équipements, biens), autre composante de la production, devrait lui aussi (dans un temps infini) perdre sa fonction de marchandise et ne conserver lui aussi que sa fonction de valeur d'usage. Les temps d'amortissement du capital, aujourd'hui courts, imposent des dépenses qui conduisent à l'obsolescence des capitaux investis avant que ceux-ci n'aient épuisé leurs possibilités. Elles conduisent à l'impossibilité d'obtenir une accumulation élargie de capital. Dans un temps infini, le temps d'amortissement du capital devrait lui aussi devenir infini. Ce qui est du domaine du rêve, mais devrait là encore indiquer une tendance : un allongement des temps d'amortissement du capital. La production du temps (social) et de l'espace (social), ainsi envisagées, pourraient être le point de départ d'une réflexion sur un projet de société.

J'avais été frappé, c'était en 1986, par un texte de Frigga Haug publié en mai-juin de cette année-là dans *Politique aujourd'hui* : « Ce qui caractérise (...) le travail à l'ère de l'automatisation, ce sont des espaces de temps non remplis, l'accomplissement de tâches imprévues et une flexibilité du temps de travail – une configuration donc qui rend floue la délimitation entre le temps autonome et le temps hétéronome » disait-elle. Donc, un temps où il deviendra à terme difficile de distinguer loisir de travail, retraite d'activité professionnelle. Un temps où ces questions mêmes auront cessé de se poser ?

C'était alors un temps, les années 80, où il était question d'une « productique » née de l'évolution simultanée des industries électroniques, informatiques et mécaniques conduisant à « l'usine sans ouvriers ». C'était alors un temps où, pensait-on, les progrès techniques dans le secteur de l'information provoqueraient une rupture par rapport au mode de production antérieur, par la possibilité de substituer de l'information efficace à de l'énergie et à de la matière devenant rares et précieuses. C'était alors un temps, pensait-on encore, où l'espace homme-machine se distendrait, où le travail deviendrait de plus en plus abstraction, où le savoir industriel consisterait moins à maîtriser les gestes afin de réaliser une tâche qu'à savoir introduire dans le système informatique de commande telles ou telles données chiffrées, où l'essentiel du travail consisterait à détecter et à réparer un fonctionnement défectueux, rompant alors la simple surveillance. C'était un temps où, pensait-on, le travail consisterait à ressembler de plus en plus à

celui de la création d'œuvres d'art, où le travailleur perdrait son statut de producteur et deviendrait créateur. Ces idées avaient déjà été formulées dans un ouvrage collectif sous la direction de Lefebvre : *Du contrat de citoyenneté* [Ajzenberg, A (1991), p. 109-173].

De telles tendances sont nées, certaines ont cours, mais rien fondamentalement, en termes de changement sociétal, ne s'est réellement réalisé. L'usine sans ouvriers n'existe toujours pas. À l'automatisation, à la recherche de son accomplissement s'oppose la recherche d'une main-d'œuvre à moindre coût, en Asie essentiellement. Le travail a acquis le statut de « valeur » au stade du mode de production capitaliste industriel. Le travailleur est devenu un coût, la première variable à réduire au motif de la compétitivité, comme n'importe quel autre produit, au stade du mode de production capitaliste financiarisé. Et seulement cela. Le travailleur est toujours un être exploité aujourd'hui réduit, chômage oblige, à être corvéable à merci. À propos d'analyses relatives à cette situation, on peut lire les parties deux et trois de *Maintenant Henri Lefebvre, renaissance de la pensée critique* [Ajzenberg, A., Lethierry, H. et Bazinek, L., (2011), p. 121-207].

I. - Question de méthode

On l'aura deviné, je me référerais, dans ce qui suit, au concept marxien de mode de production. Je me référerais encore à celui, venu de Lefebvre, de critique de la vie quotidienne qui le complète et, enfin, à sa méthode d'analyse dite « régressive-progressive ».

I.1 - Mode de production

L'expression "mode de production", concept socio-économique, a été rendu courante par Marx. Elle est généralement suivie d'un adjectif qui indique, pour une société donnée et une époque donnée, soit l'origine de la formation (ou accumulation) des richesses (ou capital), soit une forme particulière prise par cette accumulation. Ainsi est caractérisé le système économique et social d'un pays ou d'un ensemble de pays à une époque donnée.

Dans le mode de production dit "esclavagiste", ce sont les esclaves qui sont à la source des créations de richesses, ou, plus précisément, c'est leur travail (ou exploitation) qui conduit à l'accumulation de celles-ci. Ici l'accumulation de richesses (mortes) se concrétise sous forme de "trésors"



qui sont la propriété des hommes ou de communautés libres et dominantes. Dans le mode de production "capitaliste", l'accent est mis sur une autre forme d'accumulation de richesses (dites vivantes) qui se concrétise par la formation de capitaux. L'accumulation de ceux-ci est dite élargie quand elle dégage un surplus (profit) s'investissant ailleurs que dans la simple reproduction de l'existant. On peut dire que le rôle, la mission même, du mode de production capitaliste a été et devrait être encore cette création élargie de capital vivant. Ce qui n'est plus le cas.

Chaque mode de production produit son temps social et par conséquent son temps privé. Pour l'esclave, pas vraiment de temps lui appartenant, tout son temps est assujéti. Avec la fin de l'esclavage, naît un temps privé à la faveur de la religion : messe, jours fériés... Avec le capitalisme et l'industrialisation, est produit le prolétaire. Un temps social réglementé s'instaure alors : temps de travail et plus tard temps de scolarisation. Le temps privé, non-assujéti, lui se développe au fil des siècles.

1.2 - Critique de la vie quotidienne

Le concept de vie quotidienne appartient entièrement à Henri Lefebvre. On a voulu lui opposer une sociologie de la vie quotidienne, descriptive, pragmatique et positiviste, qui s'en tenait à constater un « réel » qui ne permettait pas d'explorer les « possibles ». La « critique de la vie quotidienne » est à comprendre et comme une critique (une analyse) du mode de production, tel que l'avait étudié Marx, et comme une critique (au sens négatif du terme) de ce que sont devenues les éléments constitutifs de ce mode de production (capitaliste) après Marx : des forces productives et des rapports de production fétichisés, et donc mystificateurs et aliénants. C'est l'irruption de forces productives autres que celles liées directement au travail et à la production qui ont conduit aussi à ce que la lutte des classes (fondées jusque-là essentiellement sur le travail et les lieux de production) évolue vers d'autres formes, modernes. C'est l'apport fondamental d'Henri à Karl. On peut, là encore, se reporter à *Maintenant Henri Lefebvre* (Ibid).

1.3 - La méthode dite « régressive-progressive »

Cette méthode a été développée par Henri Lefebvre (Il en a trouvé dit-il le principe chez Marx, *Grundrisse*). Sartre a repris la méthode de Lefebvre et l'a utilisée à propos de *Critique de la*

raison dialectique [Sartre, J.-P., (1986), p. 80-150]. Elle consiste :

A – de partir d'une analyse du présent, de ce qui existe. Pour Marx, c'était le capitalisme. Celui plus précisément industriel ;

B – de remonter, de proche en proche, dans le passé pour comprendre les contradictions et le moment de leurs naissances. On tente ainsi de dégager ce qui a précédé le présent ;

C – de revenir au présent, en reprenant le processus en sens inverse, pour dessiner les virtualités qui peuvent se réaliser dans le futur. On tente ainsi de voir tous les possibles contenus dans la situation actuelle.

Penser un « possible » induit un renversement du « penser ». Poser le « fini », comme point de départ, permet d'affirmer que l'histoire est terminée. Inversement, partir de « l'infini » pour revenir vers le « fini », c'est considérer l'histoire comme non-close, c'est penser qu'un mode de production à venir est un « possible » parmi d'autres. Un « possible » qui exige cependant un « réel », c'est-à-dire un choix et un acte. Dans une telle logique, un mode de production existant, réel, peut être considéré comme un « possible » réalisé.

Partir du « fini », impliquerait de prendre pour comptant des réalités existantes et de s'en tenir à elles. Cela impliquerait un refus de prendre en compte une dialectique dans la mesure où celle-ci traduit le mouvement réel d'un « possible » en train de naître et non un « possible » déjà réalisé. Bref, penser un projet de société, en partant de l'infini, est utile, moins dans les chances de le voir se réaliser dans une durée prévue et plus dans ce qu'il permet de le penser, de le proposer pour le présent. Même si l'on se trompe, un peu ou beaucoup, il restera peut-être un résidu.

POUR LIRE LA SUITE...

VERS UNE ÉCONOMIE « HUMAINE » ?
DESROCHE, LEBRET, LEFEBVRE, MOUNIER, FERROUX,
AU PRISME DE NOTRE TEMPS

Sous la direction de
Laurent Loty, Jean-Louis Pénau et Ramón Tortajada



hermann



SYLVAIN SANGLA
NOTES SUR LA CRITIQUE LEFEBVRIENNE
DE LA VIE QUOTIDIENNE.

Intervention au séminaire *Concepts et théories nomades : Henri Lefebvre dans les études urbaines aujourd'hui. La critique de la vie quotidienne*. Université de Paris Ouest Nanterre La Défense, 17 février 2011.

Il ne s'agira ici que de quelques remarques contrapuntiques, mon rôle étant d'être un « discutant » pour les éminents sociologues présents aujourd'hui.

1/ La critique de la vie quotidienne est sûrement, des sommes qui constituent l'œuvre lefebvrienne, celle qui détient la place centrale, véritable épine dorsale. Ce projet comporte au moins onze étapes étalées sur près de 60 ans : *La conscience mystifiée* (livre écrit avec Norbert Guterman entre 1933 et 1934, édité en 1936), *La mystification : notes pour une critique de la vie quotidienne* (article coécrit avec Guterman, revue *Avant-poste* n°2, 1933), le tome premier de la *Critique de la vie quotidienne* (1947), *La conscience privée* (article de la revue *Parallèle 50*, 1950), la longue préface au premier tome de la *Critique de la vie quotidienne* (1958), l'article *Introduction à la psycho-sociologie de la vie quotidienne* (datant de 1960, repris dans *Du rural à l'urbain*), le tome second de la *Critique de la vie quotidienne. Fondements d'une sociologie de la quotidienneté* (1961), *La vie quotidienne dans le monde moderne* (recueil de cours de l'Université de Nanterre, 1968), le tome trois de la *Critique de la vie quotidienne. De la modernité au modernisme. (Pour une métaphilosophie du quotidien)* (1981), *Le projet rythmanalytique* (coécrit avec Catherine Régulier, *Communications* n°41, 1985) puis des mêmes *Essai de rythmanalyse des villes méditerranéennes (Peuples méditerranéens* n°37, 1986) et enfin *La rythmanalyse* (1992).

2/ Les analyses lefebvriennes de la quotidienneté suivent les mouvements historiques : installation du quotidien en Europe après les USA dans les années 20/30 ; intensification de ce processus, notamment au niveau des media, dans les années 50/60 ; contestations multiples à la fin des années 60 et au début des années 70 ; développement de la crise multiforme durant les années 80.

3/ Ce projet visait, entre autre, à redonner une ampleur à la théorie marxiste, à la sortir d'un économicisme réducteur. La critique de la vie quotidienne

ouvre non seulement le champ problématique mais oblige à dépasser les découpages disciplinaires. « Le quotidien est l'affaire de tous. Ce ne saurait donc être l'objet réservé de quiconque, sociologue ou philosophe » (interview au *Monde*, décembre 1982). D'ailleurs non seulement ces disciplines sont incapables à elles seules d'épuiser l'analyse du quotidien mais historiquement elles se sont longtemps méfié de cet objet flou et trivial. Il faut aussi remarquer que Lefebvre ne se contente pas d'une analyse de la vie quotidienne mais cherche à en faire une critique, capable de déboucher sur sa transformation révolutionnaire, sur des projections utopiques (comme l'indique la reprise du concept de métaphilosophie dans le sous-titre du tome 3). « Ce qu'on oublie trop souvent ces « nouveaux sociologues » : il ne suffit pas de prétendre saisir le quotidien, encore faut-il, pour vraiment le connaître, vouloir le transformer » (*idem*). L'affirmation du caractère nécessaire de la critique comme élément du savoir est un des leitmotivs lefebvriens (ce qui l'amène à dire qu'à proprement parler « la droite n'a jamais d'idées »).

4/ Lefebvre distingue trois concepts relatifs à la vie quotidienne. « La vie quotidienne », tout d'abord, a le sens le plus large, est le concept fondamental qui désigne une réalité réitérative existant depuis les débuts de l'humanité. Ensuite, « la quotidienneté » essaie de cerner l'aspect « homogène, répétitif, fragmentaire » au sein de la vie quotidienne (par exemple « les mêmes gestes, les mêmes trajets »). Enfin, « le quotidien » révèle la forme moderne de la vie quotidienne, objet d'une programmation étatique et marchande. Il faut remarquer que Lefebvre ne prétend nullement à une définition totale et définitive de la vie quotidienne, mais reste, au contraire, toujours sensible aux transformations et devenirs de cette dernière y compris, comme nous le verrons, dans ses derniers travaux rythmanalytiques. Penseur dialectique, non seulement il souligne « la dialectique inhérente à la vie quotidienne », mais il précise sa contradiction fondamentale qui en fait à la fois un « résidu », ce qui reste quand on a retranché de nos vies les activités dites nobles (travail/loisirs), objet de toutes les tentatives de contrôle, et un « champ de possibles », lieu des résistances possibles à ces essais de programmation. Contrairement aux thématiques actuelles, Lefebvre perçoit bien la nécessité de ne pas se limiter aux résistances mais de développer une appropriation de la vie quotidienne. Cette transformation révolutionnaire du quotidien par ceux qui le subis-



sent est d'ailleurs un des critères des révolutions véritables. Lieu de toutes les aliénations, la vie quotidienne peut sous l'action de ceux qui la vivent devenir celui d'un renouvellement des modalités de vie échappant aux publicitaires et au marketing (qui n'ont jamais négligé la vie quotidienne contrairement à la plupart des politiciens, « révolutionnaires » compris). L'autogestion ne sera pas autre chose que cette reconquête de la vie quotidienne.

5/ Il n'est pas possible de bien comprendre la critique lefebvrine de la vie quotidienne sans la relier aux études sur l'espace, l'urbain et la ville. « La critique de la vie quotidienne inclue l'urbain, l'architecture, la rue, l'habitat, les trajets, les espaces et les temps sociaux » (*ibid.*). Et inversement, la vie quotidienne constitue un niveau d'analyse essentiel de l'espace, de la ville et de l'urbain. L'espace de la vie quotidienne ne se résume nullement au seul logement (maison/appartement) ni à une pure passivité (que l'on se souvienne des études de terrain et des analyses théoriques concernant le modelage de l'habitat pavillonnaire par ses habitants, effectuées par Lefebvre et son équipe de l'Institut de sociologie urbaine). Au-delà de ces espaces privés (accaparés depuis longtemps par les notaires, les syndicats de copropriété et autres agents immobiliers), il y a les espaces dits publics. La rue est peut-être le meilleur objet révélateur du quotidien : « Intermédiaire très privilégié entre les secteurs du quotidien – les lieux de travail, la demeure, les endroits de distraction – la rue représente la vie quotidienne dans notre société » (*Du rural à l'urbain*). Elle est aussi le lieu des contradictions sociales qui la rendent elle-même contradictoire : à la fois scène du banal et du prosaïque et d'un spectacle social pouvant parfois déboucher sur des révolutions (Hugo, notamment dans *Les misérables*, est un des premiers à avoir perçu ce rapport) ; lieu du possible et de la liberté comme celui de la saturation des signes (affiches, écrans, néons, ...) et de la surveillance (vidéosurveillance que certains cherchent à masquer sous l'appellation idéologique « vidéoprotection »). Parmi les nouvelles aliénations que Lefebvre n'a pu connaître, on peut noter la maladie des téléphones portables (plus ou moins « intelligents ») isolant les individus dans un espace privé alors qu'ils se trouvent dans l'espace public, qui devient non plus un lieu de rencontres (ne serait-ce que possibles) mais de contiguïtés étanches (redoublées en cas d'usage d'écouteurs). Et aussi le développement d'une spatialisation virtuelle dou-

blant l'espace physique d'interactions plus ou moins lointaines (toute la géolocalisation type GPS mais aussi, notamment au Japon, l'envoi de messages télématiques par des magasins, afin de rabattre les espaces informatiques et physiques les uns sur les autres).

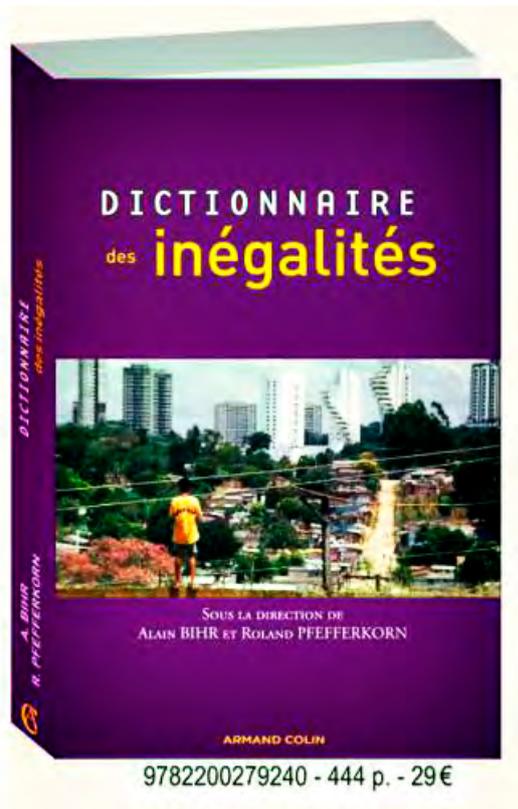
6/ Le concept lefebvrin de « centralité » est un des points de liaison de ses analyses de l'urbain et du quotidien. Il ne faut pas le réduire à une nostalgie (certes parfois présente sous sa plume) de temps passés, notamment de la Florence renaissante. Il y va surtout du refus de la centralité capitaliste moderne, technocratique, sécuritaire et marchande. Les centres-villes des villes mondialisées devenant des musées/galeries marchandes se ressemblant tous au-delà de leurs pittoresques différences figées et surjouées. Lefebvre défend au contraire, et ce n'est pas séparable de ses analyses de l'autogestion, une polycentralité urbaine reposant sur une polyfonctionnalité constamment redéfinie par ses usagers mêmes.

7/ Unes des idées-forces de la critique de la vie quotidienne (notamment dans son tome 2) est d'avoir montré comment le capitalisme est devenu capable d'intégrer les loisirs (« culture », voyages, etc.) après s'être approprié le travail. L'extension de cette colonisation de la vie quotidienne a trouvé dans la télévision son outil essentiel, même à l'heure d'internet plus de trois heures quotidiennes de visionnage (pour la France) ne peuvent pas ne pas avoir de lourdes implications anthropologiques et idéologiques. Enfin, parmi les transformations actuelles du quotidien, on peut remarquer une sorte d'« externalisation » de certaines tâches domestiques, au moins chez les couches moyennes (les hautes classes l'ayant fait depuis des siècles), déléguant à la sphère marchande (qui recrute pour les effectuer des travailleurs pauvres, souvent immigrés) la garde des enfants et des personnes malades ou âgées, le ménage domestique.

8/ Pour finir, il faut voir comment cette critique reste ouverte pour son auteur. Il achève son œuvre en ouvrant un nouveau champ d'analyse, réintégrant le temps et ses rythmes, après avoir analysé si finement l'espace. Les temps et les espaces ne pouvant d'ailleurs être pensés que dans leurs rapports dialectiques (le concept de « rythmes » illustrant cette liaison intime). Le penseur matérialiste consacra donc ses derniers efforts à forger une nouvelle méthode capable de saisir la polyrythmie des sociétés et de la vie quotidienne : la rythmanalyse. « Ce



tome trois n'est pas une conclusion définitive de la *Critique de la vie quotidienne*. Chemin faisant, un nouveau problème s'est introduit : le temps. Il y a une grande lutte, tantôt visible, tantôt invisible, autour du temps comme autour de l'espace social. Pour leur usage, c'est-à-dire leur emploi. Pour la production éventuelle d'un temps et d'un espace différents » (*ibid.*).



Auteur(s) : Sous la direction d'**Alain Bihr** et **Roland Pfefferkorn**
 Format : Brochée - 448 pages.
 Date de parution : 11/06/2014

Avec :
 215 spécialistes en sciences humaines et sociales,
 500 entrées, index des noms propres, un riche réseau de renvois.

Alain Bihr et Roland Pfefferkorn (dir.), *Dictionnaire des inégalités*, Paris, Armand Colin, 2014. Alain Bihr a été professeur de sociologie à l'Université de Franche-Comté. Roland Pfefferkorn est professeur de sociologie à l'Université de Strasbourg. Tous deux ont signé ensemble *Déchiffrer les inégalités*

(1999, Syros-La Découverte); *Hommes-femmes: quelle égalité?* (2002, Éditions de l'Atelier); *Le système des inégalités* (2008, La Découverte). A. Bihr a aussi publié aux Éditions Page deux: *Les rapports sociaux de classe* (2012) et *La préhistoire du capital* (2006). R. Pfefferkorn a publié *Genre et rapports sociaux de classe* (Éditions Page 2, 2012) et *Inégalités et rapports sociaux. Rapports de classe, rapports de sexe* (La Dispute, 2007).



ENTRETIEN AVEC SES CONCEPTEURS, ALAIN BIHR ET ROLAND PFEFFERKORN, RÉALISÉ PAR À L'ENCONTRE – LA BRECHE LE 27 JUIN 2014

Pourquoi un *Dictionnaire des inégalités*? Qu'est-ce qui en explique sinon en justifie la publication? Comment l'idée vous en est-elle venue?

La publication de ce *Dictionnaire* se justifie tout d'abord au regard de la situation historique qui est la nôtre. Dans les États centraux, par exemple en Europe occidentale et aux États-Unis, le constat est en effet général : c'est celui d'une aggravation des inégalités sociales au cours des dernières décennies. En est principalement responsable la déferlante des politiques néolibérales. En effet, ces politiques ont mis à mal les « *équilibres de compromis* » élaborés dans ces États aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, en libéralisant le mouvement des capitaux et en accroissant en conséquence la concurrence internationale, synonyme d'austérité salariale, en dérégulant le marché du travail, en révisant à la baisse les normes de protection sociale, en réduisant progressivement le champ d'intervention de l'État et des collectivités publiques, le tout sur fond d'un fort chômage structurel persistant et d'une précarité de l'emploi grandissante ainsi que d'un affaiblissement de la capacité conflictuelle des travailleurs salariés. De la sorte, ces politiques ont contribué à inverser la dynamique de réduction des inégalités sociales que ces États ont connue jusqu'au milieu des années 1970, ce que de très nombreuses données statistiques et études socio-économiques ont confirmé depuis lors. Et



cela alors même que les sciences sociales se sont détournées relativement de l'étude des inégalités sociales et de leur aggravation pendant la même période.

Le constat de l'aggravation des inégalités dans les États centraux peut-il être généralisé? Il semblerait que, dans un certain nombre de pays dits « émergents », la dynamique soit quelque peu différente?

En effet, ces mêmes politiques néolibérales auront produit des effets plus contrastés et même contradictoires au sein des « *pays du Sud* » : si les plans d'« *ajustement structurel* » dictés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale dans le cours des années 1980 et 1990, destinés en principe à remédier à leur surendettement public, auront plongé des centaines de millions de personnes dans la pauvreté et même la misère en Afrique et en Amérique latine, les investissements directs et les délocalisations industrielles en provenance des États-Unis, de l'Europe et du Japon à destination de l'Asie et notamment de l'Asie du Sud-Est, couplés avec et relayés par les politiques économiques et sociales des gouvernements locaux, auront vu y émerger de nouveaux « dragons » (Corée, Taïwan, Singapour et Hongkong) bientôt suivis par ces « éléphants » que sont la Chine et l'Inde, non sans d'ailleurs que ces bouleversements ne s'accompagnent là encore de l'aggravation d'inégalités internes entre les classes sociales et les régions.

Quid de ce qui s'est passé dans les anciens pays soi-disant socialistes ?

Le scénario aura été semblable dans les « *États socialistes* » d'Europe centrale et orientale à ce qui s'est passé au Sud. L'effondrement de leur « *économie dirigée* » et l'adoption à marche forcée de « *l'économie de marché* », sous le coup des « *thérapies de choc* » préconisées par les « *Chicago boys* » y auront creusé les inégalités de développement entre les régions avantageusement intégrées, bien que dans une position subalterne, à la dynamique des secteurs capitalistes dominant l'Union européenne, et celles irrémédiablement marginalisées, les effets désastreux de l'héritage « socialiste » se trouvant aggravés par leur périphérisation au sein d'un continent désormais réuni sous la loi du capitalisme libéralisé. Et, dans notre *Dictionnaire*, nous avons veillé à diversifier les « *états des lieux* » : si la plupart des entrées se réfèrent à la situation des États centraux et, plus particulière-

ment encore, à la France, on y trouve des entrées consacrées à l'Afrique du Sud, au Brésil, à la Chine, à l'Inde, à la Russie, etc.

Et que s'est-il passé sous l'angle des inégalités entre hommes et femmes ?

Nous en traitons aussi, tout comme des inégalités entre âges et générations, entre nationalités, groupes ethniques et groupes « racialisés », etc. Et le même constat d'une évolution contradictoire s'impose à leur sujet.

Au cours du dernier demi-siècle, la lente marche vers l'égalité entre hommes et femmes a commencé à modifier la situation de ces dernières. Au cours des années 1960-1970, la scolarisation massive des filles, le développement de l'activité professionnelle des femmes et la maîtrise de leur fécondité ont participé structurellement à la transformation des rapports entre les femmes et les hommes au cours des dernières décennies. Et la seconde vague du mouvement des femmes a rendu possibles des avancées quant au droit des femmes à disposer de leur propre corps.

Cependant, des inégalités persistent dans de très nombreux domaines, dans la sphère privée comme dans l'espace public ou l'activité professionnelle. D'autant plus que, depuis plus de trois décennies maintenant, les femmes font aussi les frais du tournant néolibéral, et surtout de la remise en cause des services publics et de l'État social, à trois titres. D'abord comme travailleuses de ces secteurs, elles font face à une dégradation de leurs conditions de travail, voire à la disparition pure et simple de leur emploi sous l'effet de la privatisation ou des mouvements de compression de personnel. Ensuite comme bénéficiaires de certains programmes sociaux dont la disparition ou la détérioration va s'accroissant : remplacement du *welfare* par le *workfare* dans plusieurs pays, disparition de certains services de « garde » des jeunes enfants dans les pays de l'Est européen, etc. Enfin, comme substitués aux services publics défaillants, les femmes doivent assumer une part croissante de la prise en charge des personnes dépendantes (enfants, personnes âgées, personnes handicapées, malades). Les femmes qui sont affectées à ces travaux sont en outre de plus en plus souvent des migrantes venues de pays pauvres. Il faut donc prendre en compte, dans l'analyse des changements intervenus, cette « chaîne internationale du *care* », qui se traduit par l'arrivée massive de femmes venant, selon les pays de destination, du Maghreb, d'Afrique subsaharien-



ne, de Turquie, des pays de l'Est, d'Amérique latine ou d'Asie du Sud-Est, notamment des Philippines.

Vos réponses précédentes laissent entendre que votre *Dictionnaire* s'inscrit dans un contexte idéologique particulier. En rend-il compte ?

Absolument ! Toute une série d'entrées du *Dictionnaire* sont destinées à montrer comment le triomphe du néolibéralisme s'est accompagné d'un renouvellement du discours inégalitariste. Entendons d'une légitimation des inégalités sociales, au nom de la défense de la liberté individuelle (d'entreprendre... et d'exploiter) et de la propriété privée (fût-elle fondée sur le fruit de l'exploitation du travail d'autrui), et comme rançon inévitable de l'efficacité économique censée garantie par la combinaison des deux précédentes. Plus largement d'ailleurs, nous avons tenu à convoquer les principales idéologies politiques (libéralisme mais aussi paternalisme, social-démocratie, socialisme, communisme, anarchisme) pour éclairer la manière dont elles pensent ou ne pensent pas les inégalités sociales, dont elles les légitiment ou non, etc. Et, pour les mêmes raisons, nous avons tenu à ce que des entrées soient réservées aux principaux penseurs auxquels, à tort ou à raisons, ces différentes idéologies se réfèrent : on trouve ainsi des articles consacrés à Smith, à Tocqueville, à Marx mais aussi à Aristote, à Darwin, à Spencer, etc.

Au début de cet entretien, vous notiez que, dans une certaine mesure, la question des inégalités sociales avait disparu de l'agenda des sciences sociales au cours des dernières décennies au sein des États centraux. Mais n'est-ce pas plutôt le contraire ? N'a-t-on pas vu se multiplier les études sur les inégalités sociales en montrant comment elles caractérisent tous les rapports sociaux ?

L'un n'empêche pas l'autre ! Depuis les années 1970, les analyses traditionnelles en termes d'inégalités entre classes, couches ou catégories sociales, qu'elles aient été inspirées ou non par le marxisme, ont été progressivement enrichies et complexifiées mais aussi, pour une part, concurrencées et occultées par la prise en compte d'autres inégalités : celles entre hommes et femmes, celles entre classes d'âge et générations, celles entre nationaux et étrangers, celles entre groupes racisés ou racialisés, etc. Inégalités en fait anciennes, dont la nouveauté apparente ne tient qu'au fait de leur récente découverte, due au développement de luttes spécifiques (luttes des femmes, luttes des jeunes, luttes des populations immigrées dans les métropo-

les occidentales, luttes antiracistes des Noirs et des Chicanos aux États-Unis, des « beurs » en France, luttes contre la ségrégation sociale et spatiale des banlieues, etc.) mais aussi aux débats idéologiques et aux élaborations théoriques qui les ont accompagnées.

Cela a permis de prendre en compte et d'élever au rang d'objets scientifiques des réalités sociales jusqu'alors négligées ou même ignorées (par exemple le travail domestique, la prostitution, la ligne de couleur, les effets de quartiers, etc.) et elles ont conduit à l'élaboration de nouveaux concepts : ceux de genre et de rapports sociaux de sexe, de division sexuelle du travail, de rapports sociaux de génération, de spatialisation des inégalités sociales, etc. Elles ont ainsi placé les sciences sociales devant le difficile problème de l'articulation entre ces différents types d'inégalités, de prise en compte de phénomènes de pouvoir (de domination) et les rapports sociaux qui les engendrent, dont tente de rendre compte le concept d'intersectionnalité. Il est évident que notre *Dictionnaire* s'est efforcé de tenir compte de cet enrichissement important du champ des analyses des inégalités sociales en consacrant des entrées à chacun de ces termes et thèmes.

Comment avez-vous procédé pour en tenir compte ?

L'ensemble des entrées du *Dictionnaire* couvrent huit champs : les inégalités entre classes sociales, les inégalités de genre ou entre sexes sociaux, les inégalités entre classes d'âge et entre générations, les inégalités entre nationalités, ethnies, groupes racisés ou racialisés à l'intérieur d'un même État, les inégalités sociospatiales (entre quartiers urbains, centres et périphéries, entre villes et campagnes, entre régions), les inégalités au niveau mondial (entre États et groupes d'États, entre continents ou régions continentales, etc.), les débats autour des inégalités sociales et du concept d'inégalité sociale mettant aux prises les principaux courants philosophiques, politiques et idéologiques contemporains, enfin les questions de méthode que posent l'étude et la mesure empiriques des inégalités. L'exploration de chacun de ces champs a été confiée à une ou deux personnes compétentes, qui se sont assurés la collaboration des meilleurs spécialistes pour la rédaction des entrées afférentes au champ considéré.

Évidemment, la pluridimensionnalité de notre approche des inégalités impliquait d'être particulièrement attentif au fait qu'une même entrée (par



exemple « Emploi » ou « Santé ») peut renvoyer à différents champs. Lorsque c'est le cas, il a été veillé autant que possible à ce que le traitement de l'entrée couvre les différents champs concernés ; et, chaque fois que cela s'est avéré nécessaire, il a même été procédé à la décomposition de l'entrée en plusieurs sous-entrées.

Vous avez ainsi dû faire appel à de multiples spécialistes ou spécialités...

En effet ! La consultation de la liste des auteurs des entrées permettra au lecteur ou à la lectrice de s'en convaincre : on y trouve des sociologues, des démographes, des économistes, mais aussi des ethnologues et des anthropologues, des historiens et des philosophes, des statisticiens et des mathématiciens et même quelques médecins ou juristes. Et, dans chacune de ces disciplines, il ou elle pourra constater qu'une pluralité d'orientations méthodologiques et théoriques a souvent été respectée et obtenue. Et un certain nombre d'entrées cherche en même temps à préciser et mettre en perspective réflexive l'apport de différentes disciplines à l'analyse des inégalités sociales.

Avant ce Dictionnaire, vous aviez publié ensemble un ouvrage dont le titre même dit le propos : *Le système des inégalités*. Défendre l'idée que les inégalités forment système, n'est-ce pas contradictoire avec la forme même d'un dictionnaire dont les différentes entrées décomposent et présentent analytiquement la matière, qui plus est dans un ordre alphabétique totalement arbitraire au regard du caractère systématique de la matière ?

Cette contradiction ne nous a pas échappé. Nous avons cherché à la dépasser par l'abondance des corrélats dont ont été pourvues la plupart des entrées, de manière à rendre le lecteur ou la lectrice de l'une d'elles attentif ou attentive à la nécessité d'en consulter d'autres, quelquefois sans rapport immédiat apparent. De cette manière, nous espérons induire des parcours de sens à l'intérieur de cet ouvrage, qui ne soient pas exclusifs de ceux, différents, qu'il ou elle pourrait choisir de suivre.

En feuilletant le Dictionnaire, on est un peu surpris par le fait que, sur une telle matière, on trouve relativement peu de données empiriques, de chiffres, etc. Pourquoi ?

Des éléments empiriques y sont bien sûrs présents, notamment des résultats d'enquêtes. Mais, dans le traitement des entrées retenues, nous avons délibérément privilégié les concepts plutôt que

l'accumulation de chiffres et de données factuelles, une perspective analytique plutôt qu'une perspective exclusivement descriptive. Outre que cela correspond davantage à l'objectif d'un dictionnaire (qui n'est pas une encyclopédie), il nous a semblé que, de cette manière, le résultat obtenu résisterait mieux à l'épreuve du temps.



**HUGUES LETHIERRY ANNONCE,
UN NOUVEAU « LEFEBVRE »**

Préface de Thierry Paquot

SOMMAIRE :

- L'ironie marxiste (Lethierry, Politzer)
- Histoire de la revue *La somme et le reste* (?)
- Les relations de Lefebvre à Descartes et Heidegger (L. Bazinek)
- Les relations de Lefebvre à Pascal et Schelling (L. Bazinek)
- Les relations de Lefebvre à Garaudy (H. Lethierry)
- Les relations de Lefebvre à Sartre (P. Lantz)
- L'apport d'Henri Lefebvre aux études marxistes au U.S.A. (S. Sangla)
- L'apport d'Henri Lefebvre aux études marxistes en Australie (D. Hoss)
- L'apport d'Henri Lefebvre aux études marxistes au Brésil (J.Y. Martin)

**Livre qui sera édité par *Chronique Sociale*
En mars 2015**

